

L'ACTION FRANÇAISE

5 2 0 0 0

4 € | N° 2817 | 65^e année | Du 19 mai au 1^{er} juin 2011 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net



À qui profite le "crime" ?

DSK



Pages 3 et 6

L'ESSENTIEL

✓ ÉCONOMIE

Gaz de schiste :
prudence contre précaution ... p. 2

✓ POLITIQUE

François Mitterrand
au miroir de 2012 p. 5

✓ SOCIÉTÉ

DSK n'est pas Henri IV p. 6

✓ MONDE

Mario Draghi, un Italien
à la tête de la BCE p. 7

La Couronne
dévoilée en Belgique p. 8

États-Unis :
génération Ben Laden p. 9

✓ ARTS & LETTRES

Barbey d'Aurevilly,
un Stendhal catholique p. 10

Livres : des hommes
et des bêtes p. 11

✓ HISTOIRE

Il y a 140 ans,
la Commune de Paris p. 12

Anatole France,
une figure réactionnaire p. 12

✓ IDÉES

Éclairer la rumeur du "non" ... p. 13

Le Livre bleu
de l'Alliance royale p. 13

✓ POUR UN JEUNE FRANÇAIS

John Steinbeck,
Américain visionnaire p. 14

✓ ENTRETIEN

Jean Raspail
répond à nos questions p. 16

Une révélation pour les Oscars : DSK

NICOLAS SARKOZY est sans doute là pour dix ans. Si nous étions sérieux, nous en resterions là, navrés, maudissant le conservatisme, inutiles Cassandra. Mais, force est d'admettre que la gauche vient de manquer une fois de plus son rendez-vous avec l'Histoire. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'une personnalité compromet ainsi toute une famille politique. Sans remonter très loin, en 1995 c'était déjà le très vertueux Jacques Delors qui, en refusant de mener campagne, avait laissé la place à Chirac. En 2007, sans rire, sans la moindre ironie, le PS avait choisi Ségolène avec le résultat que l'on sait. En 2012, la chute, ce plongeon inouï, d'un homme à qui l'on promettait tant de choses, laisse la gauche à terre ! Rendez-vous compte ! Avoir espéré en un héritier du Front populaire, mais qui roule en Porsche et froisse peut-être les

jupons d'une employée d'hôtel, prolétaire donc, de surcroît noire américaine ! N'en dites pas plus, n'en dites rien, au nom de la présomption d'innocence, une levée de boucliers a tenté de rendre hommage à DSK. Le milieu politique d'abord ; Nicolas Sarkozy, qui s'y connaît, évoque « hauteur et dignité » face au traitement de l'affaire. La presse ensuite, plus moutonnaire que jamais, défend aussi l'homme de Sarcelles. Tout cela, semble-t-il, selon des réflexes bien français, peu regardants quand aux frasques des hommes politiques, plus soucieux, en vrais latins, des affaires de l'État, des affaires sérieuses. Tout le monde parle donc de complot renvoyant un peu vite cette employée d'hôtel au rôle de tentatrice manipulée. Bref, DSK serait un homme et la prolétaire une grosse menteuse soudoyée. Au vrai, il y a du romanesque dans cette affaire-ci. Un homme politique n'est jamais fini - rappelez-vous François Mitterrand, après le pseudo-attentat de l'Observatoire - on n'avait jamais vu un candidat de cette importance à la

présidentielle surgir les menottes aux poignets. En France, où nous ne cessons jamais d'être des démocrates par contrainte, on aurait étouffé le scandale. Jamais on n'aurait vu pareille scène. Le drame de DSK. C'est que tout cela se déroule aux États-Unis. Il y a dans ces images de sexagénaire mal rasé, repent, réprouvé, quelque chose qui renvoie au cinéma de Scorsese, qui ne peut pas laisser insensible l'œil d'un réalisateur. Ainsi, il aura fallu attendre soixante-deux ans pour que DSK trouve sa vraie vocation à l'égal des Jean Gabin, des Lino Ventura, ou des Robert de Niro, il incarne à merveille ces loufous des mauvais quartiers, amis des droits communs, à la gouaille généreuse, protecteur de quelques filles. Il a tout du parrain qui tombe, du Toto Rina new yorkais arrêté dans sa cavale. Longtemps agaçant dans sa réussite, un rien vulgaire même, il est devenu presque beau dans sa chute. Reste que pour DSK ce drame n'est peut-être pas une fiction. □

Marc Savina

M 01093 - 2817 - F: 4,00 €

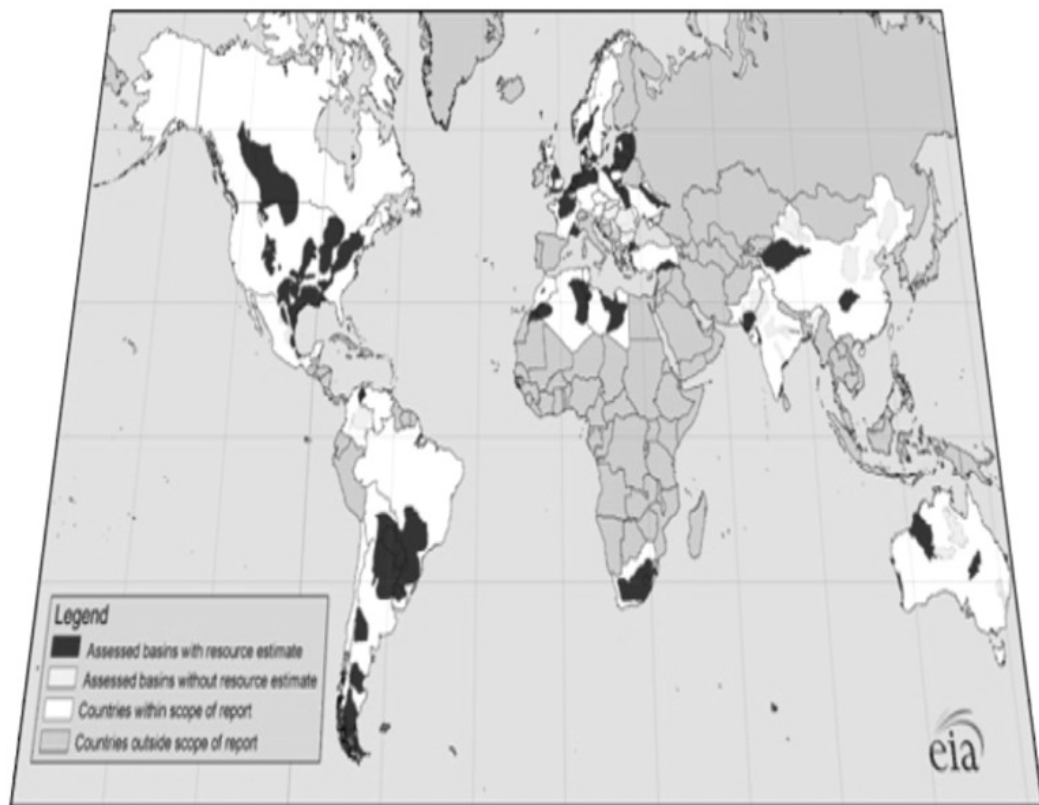


« TOUT CE QUI EST NATIONAL EST NÔTRE »

GAZ DE SCHISTE

Prudence contre précaution

Sensibles à l'inquiétude populaire, respectueux du "principe de précaution", les députés ont voté l'interdiction d'une technique permettant l'exploitation des gaz de schiste, une ressource énergétique pleine de promesses.



Une estimation des réserves mondiales de gaz de schiste

Les zones les plus sombres de la carte correspondent aux pays bénéficiant de telles ressources.

L'exploitation mais aussi l'exploration des mines d'hydrocarbures non conventionnels seront bannies du territoire national, du moins si elles se font par "fracturation hydraulique". Ainsi en a décidé, mercredi 11 mai, l'Assemblée nationale. Cela en vertu du "principe de précaution" inscrit dans la Constitution depuis 2005. Revenant sur ses propres décisions, le gouvernement avait déclaré l'urgence sur une proposition de loi déposée à cet effet par Christian Jacob, le chef de file des députés UMP.

Moratoire américain

Dans le collimateur des parlementaires figuraient, plus particulièrement, les gaz de schiste. Connus depuis longtemps, ceux-ci ont commencé à être exploités aux États-Unis, à la faveur des innovations technologiques stimulées par la hausse des prix de l'énergie. Afin de libérer le fluide prisonnier, un mélange d'eau, de sable et de substances chimiques est injecté dans la roche à très haute pression. Avec le risque de contaminer les nappes phréatiques traversées par les forages ? C'est, en tout cas, la crainte affichée par nos députés, mais aussi par l'État de New York, où un moratoire sur l'exploitation a été décrété, dans l'attente des conclusions de l'Environmental Protection Agency annoncées pour 2012. Son travail s'avère délicat, en raison du secret industriel qui lui est opposé. « L'EPA a dû par exemple assigner Halliburton de

vant la justice pour obtenir la liste des produits chimiques utilisés dans le procédé », rapporte Étienne Beeker, dans une note du Centre d'analyse stratégique. Une enquête similaire avait été entreprise en 2004. Elle avait conclu, précise-t-il, « à l'innocuité des processus d'extraction pour les eaux potables, ce qui amène de nombreux experts à être confiants dans les résultats de l'étude en cours ».

En avril dernier, Gérard Mestrallet avait déploré que la France décide « de tourner la page des gaz de schiste avant même de l'avoir ouverte » (Les Échos, 14/04/2011). De la part du P-DG de GDF-Suez, ce discours apparaît éminemment convenu. Cela dit, l'intérêt des industriels doit être relativisé : pour Total, l'impact de la loi serait « négligeable ». C'est, en tout cas, ce que soutient son président, Christophe de Margerie. Le groupe, déjà engagé au Danemark, vient d'ailleurs de s'allier à Exxon Mobil pour exploiter des gaz de schiste en Pologne.

Des enjeux de poids

De fait, les enjeux sont loin de se résumer aux convoitises des multinationales. Tandis que le "pouvoir d'achat" semble en passe de s'imposer comme un thème phare de la campagne présidentielle, « l'impact de ces nouvelles ressources sur les prix du gaz est déjà sensible », souligne Étienne Beeker - quoique cette baisse soit « difficilement perceptible par le consommateur français, pour

lequel le prix du gaz, indexé dans des contrats de long terme à plus de 80 % sur le prix du pétrole, continue d'augmenter ». Faute d'avoir mené les travaux d'exploration nécessaires, on ignore l'ampleur des ressources du sous-sol français. Celles-ci pourraient être considérables : selon certaines estimations, elles représenteraient quatre-vingt-dix ans de la consommation actuelle de gaz (Les Échos, 21/04/2011). C'est dire l'intérêt qu'elles présentent au regard de l'indépendance énergétique de la France.

Révolution mondiale

Rien d'étonnant, donc, à ce que le Centre d'analyse stratégique annonce « une révolution gazière qui pourrait bien bouleverser le paysage énergétique mondial ». Entre 2000 et 2008, la part du gaz

dans le mix électrique américain serait passée de 18 à 24 %. « Importateurs nets de gaz il y a peu, les États-Unis sont aujourd'hui autosuffisants et ils sont également redevenus le premier producteur de gaz, devant la Russie. De plus, l'attitude de la Chine aura des conséquences considérables pour l'Europe, surtout si ce pays, comme il le souhaite, parvient à exploiter ses réserves très prometteuses de GNC [gaz non conventionnels]. La Russie, pour qui la Chine peut devenir un importateur alternatif important, perdrait une partie de ses débouchés potentiels. Une partie du GNL [gaz naturel liquéfié] en provenance du Moyen-Orient et à destination de l'Asie de l'est pourrait également être réorientée vers notre continent, qui en profiterait. Les gaz non conventionnels fragiliseraient donc la position de la Russie, notamment dans ses échanges gaziers avec l'Europe. »

Des compromis inévitables

Dans ces conditions, si le "principe de précaution" impose de prendre en compte les risques pesant sur l'environnement, la prudence politique requiert, selon nous, leur mise en perspective. D'autant que les inquiétudes sont vraisemblablement décuplées par l'alarmisme écologiste, le sensationnalisme médiatique et le clientélisme électoral. La préoccupation des élus, soucieux d'épargner à leur circonscription la laideur des installations industrielles, apparaît à bien des égards légitimes. « Aujourd'hui, le bonheur public, du moins tel que se l'imagine la puissance du même nom, ne doit pas se faire au prix du malheur individuel », remarque notre confrère Philippe Escande. « Le problème », poursuit-il dans Les Échos (10/05/2011), « c'est que, à ce train-là, la vie promet de devenir de plus en plus difficile. Pour se cantonner au seul cas de l'énergie, aucune technique de production d'électricité, qu'il s'agisse d'hydraulique, de biomasse, d'éolien et à plus forte raison de charbon ou de nucléaire, n'est exempte de risque et toute nouvelle installation en France dans ces énergies pourrait soulever la même colère. » Pour tempérer la grogne des élus, d'aucuns proposent de revoir la fiscalité locale... L'arbitrage politique n'en demeurera pas moins un art difficile. ■

Grégoire Dubost

» USINE À GAZ

Fustigeant la prime Sarkozy sur les dividendes, l'ancien ministre Alain Madelin a relevé cette aberration : « Où est la "juste prime" quand une entreprise qui a gardé une forte base industrielle en France (comme Peugeot), sera pénalisée par rapport à un groupe qui a largement délocalisé (comme Renault) ? » Et de s'interroger avec ironie : « La prime serait-elle une prime aux délocalisations ? »

» MONDIALISATION

La mode française passe sous capitaux étrangers : la maison de couture Jean-Paul Gauthier est rachetée par un groupe espagnol, tandis que Pierre Cardin espère vendre sa marque à des Chinois. En revanche, c'est une société française, Plastic Omnium, qui acquiert un spécialiste allemand des conteneurs enterrés. De son côté, Lactalis a obtenu le feu vert du gendarme boursier italien pour lancer son OPA sur Parmalat. Rome s'y étant résigné, peut-être s'accommodera-t-il également des vues de GDF-Suez sur son électricien Sorgenia... Quant à Vente-privee.com, il s'allie à American Express pour partir à la conquête des États-Unis. Enfin, BNP-Paribas pourrait demander à être coté à Hong Kong. Cela afin de bénéficier d'une meilleure visibilité en Chine et de faciliter ses appels de fonds, selon le quotidien local Ming Pao cité par La Tribune. Agitations banales propres au Village global...

— L'ACTION FRANÇAISE 2000 —

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (*)
Directeur de la publication : M.G. Pujo
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

Politique :
François Marclhac (éditorialiste),
Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin,
Aristide Leucate, Marc Savina

Société : Stéphane Blanchonnet,
Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux,
Stéphane Piolenc

Économie & Social : Guy C. Menuisier

Europe : Charles-Henri Brignac,
Grégoire Dubost, Guy C. Menuisier

Monde : Philippe Maine, Pascal Nari

Arts & Lettres : Anne Bernet, Monique
Beaumont, Charles-Henri Brignac,
Louis Montarnal, Alain Waelkens

Histoire : Michel Fromentoux,
Yves Lenormand, René Pillorget,
Frédéric Winkler

Chroniques : Jean-Baptiste Morvan

Idées : Stéphane Blanchonnet,
Dimitri Julien, François Marclhac

Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?

Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !

BULLETIN D'ABONNEMENT EN PAGE 5



À qui profite le "crime" ?

Il y a quelques mois à peine, les *media* avaient déjà tout prévu pour le second tour de l'élection présidentielle de mai 2012. De même qu'en 2006 ils avaient sommé les Français de choisir en 2007 entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy, de même ils leur imposaient un duel DSK-Sarko pour l'année prochaine. C'était la voie de la raison démocratique : les Français devraient nécessairement choisir entre deux personnalités incarnant, avec des différences mineures, le mondialisme. Marine Le Pen jouerait le rôle de l'*outsider*, comme Bayrou en 2007, et chacun serait à sa place. Mieux qu'en 2007, en 2012 les Français auraient à choisir entre le même et le même : la stature internationale acquise par DSK à la tête du FMI lui ouvrirait les portes de l'Élysée si les Français se détournaient de Sarkozy.

En deux étapes, le scénario est devenu obsolète.

Première étape : en raison de la montée du Front national depuis janvier, à la suite de l'élection de Marine Le Pen à sa tête, il est bientôt apparu qu'un des deux protagonistes désignés d'avance aux votes des Français risquait de ne pas être qualifié. Et les *media* d'évoquer déjà un 21 Avril à l'envers... La surprise digérée, qu'importait, au fond, puisque le système avait en DSK un clone assuré de l'emporter ? L'essentiel serait qu'avec l'un, comme avec l'autre, la France resterait soumise à l'ordre international, dont l'Europe est la fondée-de-pouvoir. Compte tenu de la forte personnalité de la candidate que les *media* officiels ne se font pas faute de continuer de qualifier d'« *extrême-droite* », et de l'aggravation de la crise en France, non seulement économique et financière, mais également sociale et morale, certes, le New Yorkais ne ferait pas le score soviétique de Chirac en 2002, mais on s'en consolait puisqu'il serait, de toute façon, élu. Le FMI ne ferait qu'une bouchée de la dynamique nationale. Et les "centres" de préparer déjà leur ralliement au PS au second tour en quittant, juste à temps pour se refaire une virginité, un navire UMP faisant eau de toutes parts, comme des rats qui se sont goinfrés quatre ans durant du pouvoir et de ses avantages. La vie politique française ? Une sphère infinie, dont le centre est partout, la circonférence nulle part... mais les intérêts bien identifiés.

L'arrestation de DSK vient de mettre à mal ce qu'il restait de la manœuvre politico-médiatique, un second tour DSK-Sarko paraissant désormais hors de propos : ni l'un, ni l'autre ne semblent en mesure de figurer au second tour. Mais l'essentiel est ailleurs. Derrière les conséquences économiques et politiques de l'affaire - le FMI s'est aussitôt ressaisi, quant au PS, il a pléthore de candidats à la

candidature -, l'arrestation de DSK ne doit-elle pas se lire avant tout comme l'expression de la mort prochaine d'un système ? En termes non seulement électoraux mais surtout historiques ? Certes, la France paraît la première victime collatérale des frasques criminelles - si elles sont avérées - de celui que Sarko avait parrainé alors qu'il connaissait la réputation sulfureuse du personnage. Mais la superclasse mondiale et ses serviteurs se croient au-dessus des lois ! Ce n'est, malheureusement pour la France, qu'un discrédit supplémentaire, notre pays étant déjà humilié depuis quatre ans par la présence, à sa tête, d'un personnage qui n'a jamais su se hisser à la hauteur de sa fonction.

Autodestruction de la classe politique

Mais ce à quoi nous assistons doit s'interpréter, plus profondément, comme l'autodestruction de la classe politique poussée sur le fumier de l'après-68. Après avoir développé toutes les contre-valeurs d'une idéologie à la fois cosmopolite, consumériste, hédoniste, voire vulgairement jouisseuse, bref, antipolitique, cette classe, dont la raison d'être est d'en finir avec les peuples pour mieux imposer à de semble-citoyens les lois de fer du village planétaire, sûre de sa victoire, avec un cynisme presque puéril, a progressivement montré son vrai visage. Cela a éclaté le soir même de l'élection de Sarkozy. Cela se poursuit, en une étape essentielle, dans un chambre d'hôtel new yorkaise. Car ce qui est en cause, ce ne sont pas tant les trains de vie dispendieux, voire la vulgarité affichée que le fait, pour les représentants emblématiques de cette superclasse, sûrs de leur victoire définitive, d'avoir perdu toute prudence et de paraître sans plus aucun fard aux peuples qu'ils méprisent. Sarkozy et DSK sont nus, désormais, aux yeux des Français, et ils le sont comme les représentants emblématiques d'une élite dénationalisée, dont la volonté de puissance cherche, pour régner, à briser la résistance des nations historiques. Sous la lumière crue, nos élites se désagrègent.

L'estocade n'est pas encore donnée, assurément, mais, de Sarko et DSK, l'onde de choc ne peut que finir par atteindre des élites politiques, médiatiques, intellectuelles, économiques qui, durant des décennies, se sont employées à infantiliser, corrompre, bâillonner, décourager, dissoudre, dépolitiser les Français. Elles en sont conscientes et ont peur. On comprend pourquoi, si la présomption d'innocence est un principe intangible auquel l'Action française ne manquera pas, la classe politico-médiatique l'applique à l'égard de DSK avec un zèle insoupçonné, dont n'ont jamais bénéficié les militants de la cause nationale : l'attaque étant fron-



tale, on se serre les coudes avec encore plus de vigueur que lors des affaires Mitterrand et Polanski, qui n'atteignaient que l'élite sociétale. D'autant que d'autres affaires, d'autre nature, mais compromettant le même milieu, sont prêtes à ressortir : Karachi, Woerth-Bettencourt, Woerth-Compiègne, pour n'en citer que quelques-unes, et la dernière en date, Lagarde-Tapie : 285 millions d'euros pris, en 2008, aux contribuables français.

Trente ans de dérives

Hédonisme, renversement des valeurs, communautarisme, refus de la vie, immigrationnisme, antiracisme, lutte contre les "discriminations", désintégration des solidarités sociales, dissolution des identités nationales, sexuelles, culturelles, atteintes inédites à la liberté d'expression : plus de trente ans de dérives post-soixante-huitardes (le temps pour cette classe de prendre tous les leviers de commande) ont donné tous leurs fruits ou presque, mais les contre-valeurs, imposées aux Français parfois par le bras séculier de la République, sont de plus en plus contestées. De nouvelles élites émergent qu'on tente de criminaliser, voire de bâillonner mais qui sont décidées à dénoncer l'imposture. La prise de conscience s'effectue, progressivement.

Le mépris du politique, qui est le mépris des nations, se retourne enfin contre ses promoteurs. Le peuple se réveille devant le spectacle dégradant donné par une classe politique qui pourrit sur pied. Donner à celle-ci, le plus tôt possible, le coup de grâce, serait faire acte de charité... à l'égard des Français. □

François Marcilhac

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

Un acte de charité

DONNEZ le coup de grâce à la classe politique qui nous gouverne, oui, ce serait un acte de charité vis-à-vis de la France et des Français. Mais pour cela, donnez-nous en les moyens. L'AF est le seul mouvement politique du pays ayant

une doctrine de salut public, loin des idéologies de gauche comme de droite. Nous jugeons les événements en fonction du seul intérêt de la France. Si vous partagez ce point de vue, aidez-nous à faire vivre et à développer notre journal,

L'AF 2000, en participant généreusement à notre souscription. Nous en ferons bon usage. La souscription est indispensable à un journal indépendant. Pen-
sez-y. Merci d'avance. ■

Marielle Pujo

Liste n° 6

Versements réguliers : Jean-Michel Lopez, 7,62 ; Raymond Sultra, 17,78 ; M^{me} Bellegarde, 20 ; M^{me} Marie-Mgdeleine Godefroy, 22,87 ; M^{me} Tatiana de Prittwitz, 45,73 ; Jean-Pierre Lopez, 4 ; M^{lle} Odile Lopez, 3 ; M^{lle} Éliette Lopez, 3 ; Jean-Pierre Lamy, 30 ; « Pour que la vérité politique continue d'être défendue et illustrée avec conviction et talent », Guy

Cornilleau, 50 ; Romain Sivy, 50 ; M^{lle} Éliane Dol, 60 ;

Total de cette liste 324 €
Listes précédentes 2 484,28 €

Total 2 808,28 €

✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de M^{me} Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à : L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

□ **PAUL-M ARIE COÛTEAUX**

Un peuple miné dans ses bases

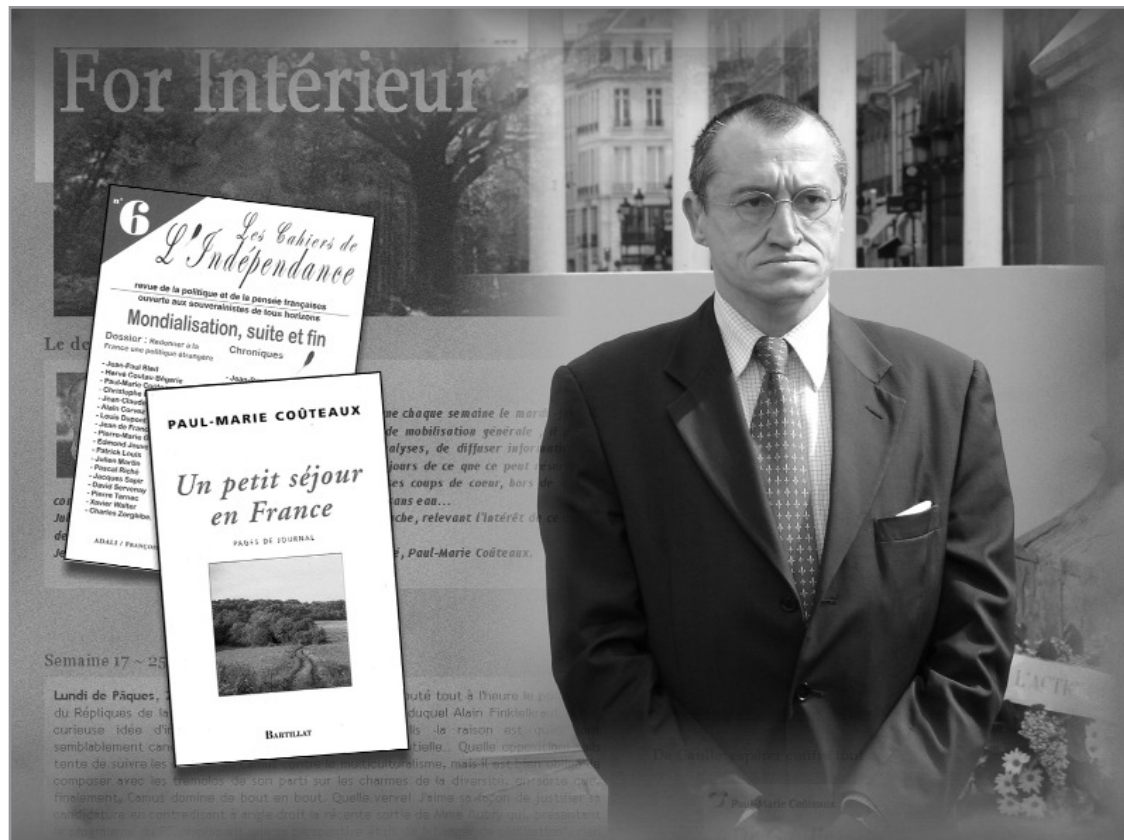
À nouveau, nous accueillons Paul-Marie Coûteaux, le président du Rassemblement pour l'indépendance de la France qui, dans sa motion d'orientation du 19 mars, jugeait « *urgente la constitution d'un programme commun de salut public* ». Nous continuerons ce débat dans un prochain numéro.

□ *L'Action Française* 2000 - Nicolas Sarkozy a été élu sur un mensonge. Loin de rendre les Français à la France, il a continué de dessaisir le politique de sa mission : l'indépendance de la nation et le service du peuple. En sommes-nous à une étape historique ?

□ **Paul-Marie Coûteaux** - On ne saurait mieux dire : M. Sarkozy a dessaisi le politique de ses missions. On pourrait aller plus loin encore et montrer que, contrairement aux discours claironnés, il réussit même à dissoudre le politique tout court. Aucun des principes fondamentaux sur lesquels repose nécessairement la politique de la France n'est aujourd'hui respecté, à commencer par le principe en effet cardinal de "service". Mais il y en a d'autres tout aussi essentiels comme les principes de légitimité, d'impartialité et de souveraineté.

La légitimité est évidemment essentielle : si M. Sarkozy a pu susciter un temps une certaine espérance populaire, il a vite perdu la confiance de la grande majorité des Français et le parti sur lequel il semble avoir tout misé pour assurer sa réélection, l'UMP (parti qu'il dirige en fait, et dont il continue à dire qu'il est "son parti", ce qui, soit dit en passant, est une infraction au principe d'impartialité), ne représente plus guère que 10 % de l'électorat - moyenne de ses résultats aux trois dernières consultations, européennes, régionales et cantonales, calculée par rapport au nombre des inscrits, le seul qui compte. Dans ces conditions, il n'y a plus de légitimité, et donc plus de gouvernement possible. Or, un gouvernement est comme un joueur de tennis : s'il n'a pas une bonne position de pieds, c'est-à-dire une légitimité forte, aucune balle ne passe, aucune réforme n'est possible ; on l'a bien vu lors de la réforme des retraites, pourtant de faible ampleur - bien inférieure à ce qui serait nécessaire - et qui fut fort édulcorée sous la pression de la rue : c'est qu'il n'avait aucune légitimité forte à lui opposer. Dans ces conditions, "gouverner" ne veut rien dire ; tout au plus expédie-t-on les affaires courantes, un peu comme en Belgique - le cas belge d'ailleurs me hante, voilà un pays sans aucune politique digne de ce nom : succès complet des féodalités et oligarchies de tous poils, à commencer par les partis qui règnent tout à l'aise sous couvert des "pouvoirs locaux".

Le principe de souveraineté est sans doute le plus important - tant il est vrai qu'il n'y a sans lui ni État, ni légitimité, et un jour, même plus de peuple. Qu'il s'agisse de l'alignement de notre diplomatie et de notre défense



sur l'Otan, de notre politique monétaire sur la banque de Francfort, de notre droit même sur les oukases de Bruxelles, tout n'est plus qu'alignement sur des pouvoirs dits supranationaux, en réalité étrangers - on vit même, lors de l'affaire de la grippe HAN1, une ministre de la santé obéir à une injonction de l'OMS, sans plus de vérifications ! En somme on a pris l'habitude d'obéir sur tous les plans. Quant à la souveraineté intérieure, je veux dire l'autorité de l'État et son autonomie de décision vis-à-vis des puissances de fait, il est loisible de voir tous les jours qu'elle n'est plus qu'un filet de discours : à très peu près, la politique éducative est faite par les syndicats d'enseignants, la politique judiciaire est à la discrétion des magistrats - comme l'application des lois d'ailleurs ! -, la politique industrielle par une poignée de grands groupes oligarchiques, etc.

Oui, on peut dire que nous sommes à un tournant, et même à une plongée dans cette dissolution du politique qui s'appelle l'anarchie. N'oublions pas ce que disait Bainville, que l'anarchie est le démon qui accompagne, longe et guette toute l'histoire de France ; de temps en temps, elle l'emporte : nous y venons. Mais cette fois, c'est d'autant plus grave que le substrat même de toute politique, la seule chose qui lui permette de rebondir un jour, le peuple, est miné dans ses bases ; il est miné dans sa mémoire (notez que, dans un nombre croissant de filières éducatives on n'enseigne plus l'histoire, laquelle, quand elle l'est, n'a plus grand-chose à voir avec l'histoire de la France) ; il est miné dans sa substance même notam-

ment par une immigration qui, contrairement aux moulinets périodiques, est voulue, notamment par le patronat et Bruxelles ; il est nié comme corps politique, puisque l'on s'assoit sans aucune honte sur le résultat d'un référendum (celui de 2005), nié et même insulté puisque, dès qu'il se rebiffe, on hurle au "populisme". Dans ces conditions le risque n'est plus une anarchie passagère, mais une dissolution définitive de notre peuple, de la nation française, de l'État, et de la politique quelle qu'elle soit...

□ **Vous appelez à un « programme minimal de salut public ». Vous adressez-vous à tous les patriotes sans exception ?**

□ Bien entendu ; et notamment aux premiers des patriotes que sont les royalistes. Le RIF ne l'a pas précisé dans l'appel qu'il a lancé en mars dernier en faveur d'une large "alliance des patriotes", puisque cet appel mentionnait des mouvements politiques, les déçus de l'UMP ou de feu le "Pôle républicain" de Chevènement, le FN, les morceaux dispersés de la nébuleuse souverainiste (MPF, DLR, RPF, etc.), cela en vue d'une alliance électorale lors des législatives de 2012. Or, les mouvements royalistes en tant que tels ne se situent pas sur ce plan-là. Je me souviens parfaitement que, dès que nous parlions d'élections, Pierre Pujo se retirait de nos tribunes, ce que je comprenais tout à fait. Le royalisme est une école de pensée, on pourrait dire qu'il est par excellence l'école de la pensée française, et non un parti. Cela n'empêche qu'il y ait beaucoup de royalistes parmi les souverainistes, en particulier au RIF !

□ **Le RIF « constate l'écho croissant » que Marine Le Pen reçoit « dans les composantes les plus diverses du peuple français ». Les Français ont-ils vraiment pris conscience de la trahison des élites politiques, droite et gauche confondues, et sont-ils enfin prêts, sur le plan électoral, à jeter aux orties un PS et une UMP également discrédités ?**

□ Oui, je crois qu'ils sont presque prêts, en tous les cas ils y viennent. Songez que, déjà, lors des trois dernières élections, les deux partis faussement dits majoritaires n'ont pas réuni à eux deux le quart des électeurs inscrits ! Maurras disait que les seules batailles que pouvaient remporter les républicains étaient les batailles électorales ; ce n'est même plus vrai, le fameux "front républicain" étant désormais minoritaire. Les Français sont en attente d'autre chose, une réappropriation de la politique par le peuple, qui est le grand impensé de la période, mais qui pourrait bien sortir de son placard un jour ou l'autre ; à la faveur d'un événement grave par exemple - rien ne se fait sans "les circonstances". Sans doute Marine Le Pen est-elle en train d'ouvrir cette porte ; mais il se trouve que, pour plusieurs raisons d'ordre historique, elle ne pourra sans doute par réunir à elle seule une nette majorité de Français, ce qui, je le répète, est indispensable pour exercer le pouvoir - et, pour commencer, le rétablir comme pouvoir légitime. Voilà pourquoi je suggère qu'elle entre dans une large alliance qui dépasse son parti, et de beaucoup ; ce à quoi je suis en train de m'employer, avec mes amis du RIF.

□ Toutefois, rien ne sera possible sans une majorité de gouvernement. Il faut gagner les législatives... Cela suppose un rassemblement de toutes les forces nationales. Comment comptez-vous y travailler dès à présent ?

□ J'ai été plusieurs années en fonction dans divers cabinets ministériels, puis celui du président de l'Assemblée nationale (Seguin) ; j'ai été dix ans député français au Parlement européen ; j'ai connu de nombreux cercles ou partis politiques, adhérant quelquefois à l'un ou à l'autre (j'attache trop peu d'importance aux partis pour penser qu'on ne peut adhérer simultanément ou successivement à plusieurs - le RIF pratique ouvertement la "double appartenance"), servant tour à tour ceux qui paraissaient, à l'horizon, vouloir relever le flambeau de l'espérance nationale - mon premier patron fut Michel Jobert... En un mot, je connais beaucoup de monde et crois pouvoir, avec mes amis du RIF et bien d'autres, jouer un rôle de pont entre les patriotes de tous les horizons - un petit pont, pour commencer, fût-ce un pont delianes...

□ **Sur un plan plus personnel, accepteriez-vous de livrer à nos lecteurs vos projets éditoriaux ?**

□ Je reprends ces temps-ci une étude que j'avais faite il y a vingt ans sur "De Gaulle et la tradition capétienne" ; c'est l'ossature du deuxième tome d'un *De Gaulle philosophe* sur les sources philosophiques de ce qu'il a fait, dit et pensé, droit sorti de l'école d'Action française - n'oublions pas que les premières conférences qu'il a prononcées le furent au cercle Fustel de Coulanges, cercle royaliste réputé des années vingt et trente. Ses filiations intellectuelles le confirment, comme je m'emploie à le montrer - sans parler des innombrables royalistes qui l'ont accompagné dès les premiers jours de Londres et plus tard, tels le grand Boutang, et combien d'autres. Je crois d'ailleurs qu'il a sincèrement essayé de rétablir le roi : j'en réunis des preuves souvent passées sous silence, notamment par les gaullistes qui encombre les pavés de la bien-pensance...

Je fais aussi un petit essai sur la Belgique, cas intéressant, et effrayant, notamment pour les raisons dites plus haut ; un autre sur l'identité chrétienne de l'Europe, de la Grande Europe, celle qui va de l'Atlantique à la Sibérie et qu'il faut réconcilier autour de ses véritables racines ; je corrige également mes "journaux", pour donner une suite à mon journal 1999-2003 publié chez Bartillat - et dont je mets une bonne part en ligne chaque semaine sur mon blog *For intérieur* ; enfin, j'ai commencé un roman sur l'assassinat à Rabat, en septembre 2008, d'un de mes cousins Lusignan, Alexandre - c'était quelques jours après la conférence de Benoît XVI à Ratisbonne... Certes, ni le travail ni les projets ne manquent ! ■

Propos recueillis par François Marcilhac

✓ Le site Internet de Paul-Marie Coûteaux : pmcouteaux.org

ANNIVERSAIRE

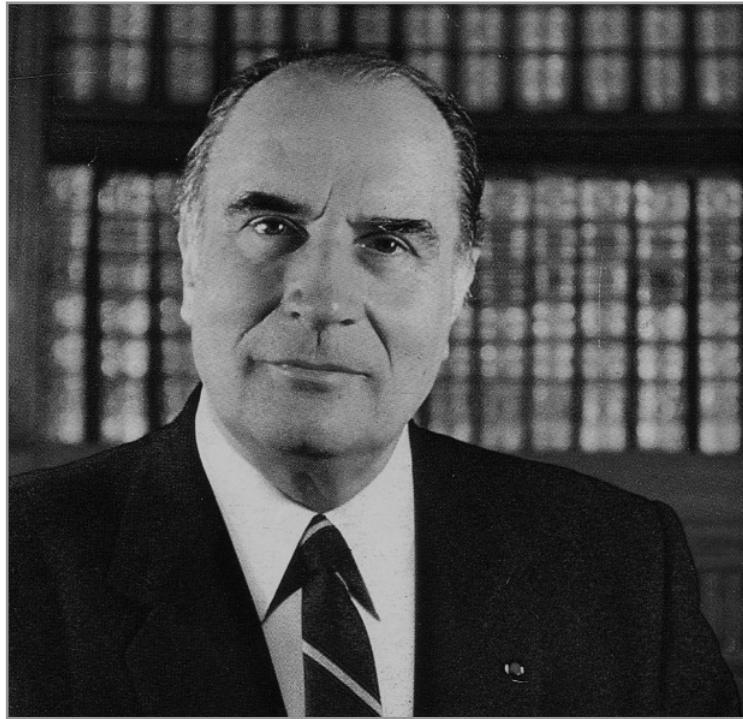
Mitterrand au miroir de 2012

Il y a trente ans, François Mitterrand a certes porté le Parti socialiste au pouvoir. Mais en accédant aux responsabilités, celui-ci a sacrifié ses idéaux. Rétrospective.

Au-delà de l'hagiographique tintamarre médiatique autour de Tonton (m'écoute), le Parti socialiste essaye de susciter et faire vivre un mitterrandisme fantasmé, à l'instar du gaullisme *marketing* de l'UMP, ex-RPR. Ce qui démontre qu'il n'a rien compris à son "grand homme". Le gaullisme, qui est plus une posture qu'un corpus doctrinal, est devenu, au fil des années, le symbole de tous les renoncements de la droite parlementaire. Depuis que Chirac l'a remise au centre, le gaullisme n'est plus utilisé que comme prête-nom ou faux-nez masquant l'abysmale vacuité idéologique de cette droite mondialisée. Le mitterrandisme tient, de façon similaire, dans la liquidation progressive de l'héritage mitterrandien par les héritiers qui n'en conservent que le substantif et deux ou trois références écoulées et mystifiées.

Le PS sous l'empire des nécessités

Mitterrand *regnante* avait quant à lui bradé tout l'héritage socialiste dont il se réclamait haut et fort au congrès d'Épinay de 1971, n'hésitant pas, pour l'occasion, à entonner *L'Internationale*, poing levé. En enfermant, dès 1984, le Parti communiste dans une opposition stérile qui sera son linceul, et en renforçant des liens contre-nature avec les dogmes européens du libre-échange, Mitterrand laissera après lui des orphelins sans repères autant que des bâtards exhéréchés. Le fameux "devoir d'inventaire" lancé par Jospin n'était qu'un piège dans lequel le PS s'est abîmé uniment, parachevant ainsi le coup de Jarnac, mortelle estocade envoyé outre-tombe, par le phénix à la Francisque (n° 2002). Inventorier quoi, quand il ne reste plus l'essentiel, à savoir, cette irréductible part d'utopie qui constitue le noyau atomique de la gauche depuis le XIX^e siècle, voire depuis 1789. Pis, et le piège a ici remarquablement fonctionné, les socialistes ont découvert, *in petto*, que le socialisme, celui qu'ils idéalisaient du temps de leur jeunesse primo-militante, n'était plus rien. Pire encore, ces mêmes socialistes constataient avec effroi qu'ils n'étaient plus que l'ombre d'eux-mêmes. Si Chirac a fini par giscardiser la droite, Mitterrand a fait de même avec la gauche en la convertissant à l'économie de marché. Sous l'empire des nécessités, le réformisme des débuts du socialisme mitterrandien a cédé le pas devant le réalisme froid. Le slogan de campagne, « *changer la vie* », s'échouait lamentablement sur les récifs du pragmatisme gestionnaire imposé par une technocratie bruxelloise de plus en



plus intrusive et tatillonne. Oubliées la lutte des classes et l'émancipation du prolétariat. Ce dernier, quasiment laminé par les fermetures d'usines (bassins sidérurgiques et métallurgiques de l'Est, houillers, miniers et textiles du Nord), est venu gonfler les effectifs d'un chômage de masse devenu endémique. Le nouveau temps des cerises qui ressuscitait l'esprit de 36 (cinquième semaine de congés payés, augmentation du SMIC, abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans, semaine de trente-neuf heures et, plus tard, de trente-cinq) avait épuisé le filon du socialisme fraternel. Celui-ci se voulait très lointainement proudhonien avec les lois de décentralisation de 1982, tandis que son collectivisme prenait du plomb dans l'aile avec l'abandon progressif des nationalisations et la "respiration" du secteur public par une politique de privatisation allant *crescendo*. La marginalisation du PC "F" a accompagné sa désertification militante au profit, quelques années plus tard, des altermondialistes d'Attac. Faut-il s'étonner, en outre, que Mélançon ait claqué la porte

d'un PS embourgeoisé, pour tenter de renouer avec les mânes de Robespierre et de la conspiration des Égaux ?

La gauche morale

Au droit d'inventaire ne s'est nullement opposé, par réaction, un quelconque droit d'invention qui aurait consisté, pour les socialistes, à imaginer des utopies dont on les savait plus friands depuis Fourier, Cabet ou Saint-Simon. Las. La gauche a rompu avec son imaginaire philosophique sans pour autant s'être réconciliée avec le réel. S'opposant plus que jamais à la réalité concrète, la gauche ne cherche plus à la transformer conformément à ses vues idéalisées, mais à l'anéantir par « *l'abolition de toute situation donnée parce que donnée* », comme l'écrivait Thomas Molnar. Consciente qu'elle ne pourra plus agir sur les leviers politiques, quand elle n'a plus à conquérir de bastions culturels (qu'elle "hégémone" depuis la Libération), elle investit, désormais, le champ de la morale (antiraciste, antisexiste, antidiscriminatoire, "homosexuelle", etc.). Ne cherchant nulle-

ment à couper les amarres avec l'idéologie mondialiste, la gauche préfère désormais s'en accommoder pour accoucher d'un homme nouveau, de préférence non blanc, diversitaire et transgenre. Sa *praxis* tend désormais à la transgression d'État, sa pratique demeurant un laboratoire d'expérimentation, laquelle, observait Molnar, « *finis toujours par conclure à la nécessité d'une licence totale, franchissant, au nom de l'innocent amour de tous pour tout un chacun, le seuil du dévergondage* ».

Ambiguïtés

Non seulement Mitterrand a littéralement tué la gauche de gouvernement, mais encore l'a-t-il placée face à une contradiction majeure : en accédant et en restant au pouvoir, elle entame, *no lens volens*, son essence. Plus elle y goûte, plus elle se perd. Ses capitulations devant des forces qui la dépassent après les avoir souvent engendrées (sa soumission au traité de Maastricht), sont autant de compromissions qui la poussent inexorablement au suicide idéologique. Mitterrand avait compris, bien avant tous les rêveurs, fort des leçons du cartel des gauches et du Front populaire - à moins d'une dictature à la soviétique ou à la chinoise - l'incapacité génétique de la gauche à gouverner honnêtement, c'est-à-dire en demeurant fidèle à ses idéaux. Les combinaisons politiques de la IV^e République avaient enseigné à Tontonkhamon l'art du compromis perpétuel en fonction des jeux d'alliances et d'influences. Ses amitiés aussi ambiguës qu'indéfectibles (René Bousquet et Roland Dumas), autant que ses prises de positions contrapuntiques (fidélité à la mémoire du maréchal Pétain et création de SOS Racisme) en attestent. Ce manipulateur cynique, usant et abusant du mensonge et de la duperie au service de son ambition était au fond, selon le mot de Drieu, plus fidèle à des attitudes qu'à des idées. Finalement, Guy Mollet n'avait pas tort lorsqu'il affirmait que « *Mitterrand n'est pas devenu socialiste, il a appris à parler socialiste* ». C'est d'ailleurs la méthode qu'il a laissée après lui sauf que ses successeurs ne sont toujours pas socialistes et, en sus, ne savent plus le parler. ■

Aristide Leucate
aleucate@yahoo.fr

10 MAI 1981

La déconfiture du Giscard

Les vétérans de gauche se sont empressés de fêter le trentième anniversaire du 10 mai 1981 comme s'ils craignaient que leurs rangs s'éclaircissent bien vite... Pour nous le 10 mai, plus que l'avènement de M. Mitterrand, ce fut la fin du giscardisme.

IL FAUT RAPPELER les causes de la déconfiture de M. Giscard d'Estaing, ce faux aristocrate qui commença de traîner dans la boue la fonction présidentielle et érigea au rang d'institution ce que l'on appelait la "chienlit" en 1968. Ce descendant de Louis XV par l'escalier de service, époux d'une authentique descendante de Charles X, s'ingénia durant tout son septennat à précipiter l'esprit des Français dans la médiocrité et cela dès l'école par la loi Haby, égalitaire et ennemie de tout esprit d'émulation. Le maître-mot était "décontraction". En vertu de quoi il forgea un arsenal de lois toutes plus permissives les unes que les autres, rompant avec ce qu'il appelait des institutions datant « *du gouvernement par la peur* ». Plusieurs fois dans nos colonnes Pierre Pujo cria « *Au fou !* ». La France partait en miettes dans son âme (censure supprimée de tout ce qui pourrissait la jeunesse), dans son tissu social (abolition de toute autorité) autant que dans son héritage (les Comores larguées...). Le « *foutriquet* », dit Pierre Boutang, continuait de flatter l'esprit de jouissance des jeunes générations. Il "s'honorait" d'avoir arraché à sa majorité le vote de la loi dépénalisant l'avortement, donc accordant en fait le droit de tuer l'enfant à naître pour que tous aient la possibilité de jouir sans responsabilité et sans le moindre remords. À force de faire les yeux doux aux hommes de gauche, l'avorteur habitua les Français à l'idée que, si le programme de ceux-ci était si alléchant, mieux vaudrait qu'ils vinssent eux-mêmes l'appliquer. À force de préparer le lit de M. Mitterrand à l'Élysée, il était prévisible que celui-ci vînt aisément y coucher. Et seuls les benêts furent étonnés le soir du 10 mai... M. Mitterrand n'eut, dans l'affaire, aucun mérite, et la gauche, économiquement nulle, n'eut qu'à poursuivre la politique giscardienne de décadence des mœurs qu'elle n'aurait elle-même jamais osé entreprendre si M. Giscard, homme de "droite", n'avait auparavant ouvert toutes les digues. □

Michel Fromentoux

L'ACTION FRANÇAISE 2000

BULLETIN
D'ABONNEMENT

- ✓ Civilité
- ✓ Prénom
- ✓ Nom
- ✓ Adresse
-
- ✓ Code postal
- ✓ Commune
- ✓ Téléphone.
- ✓ Courriel

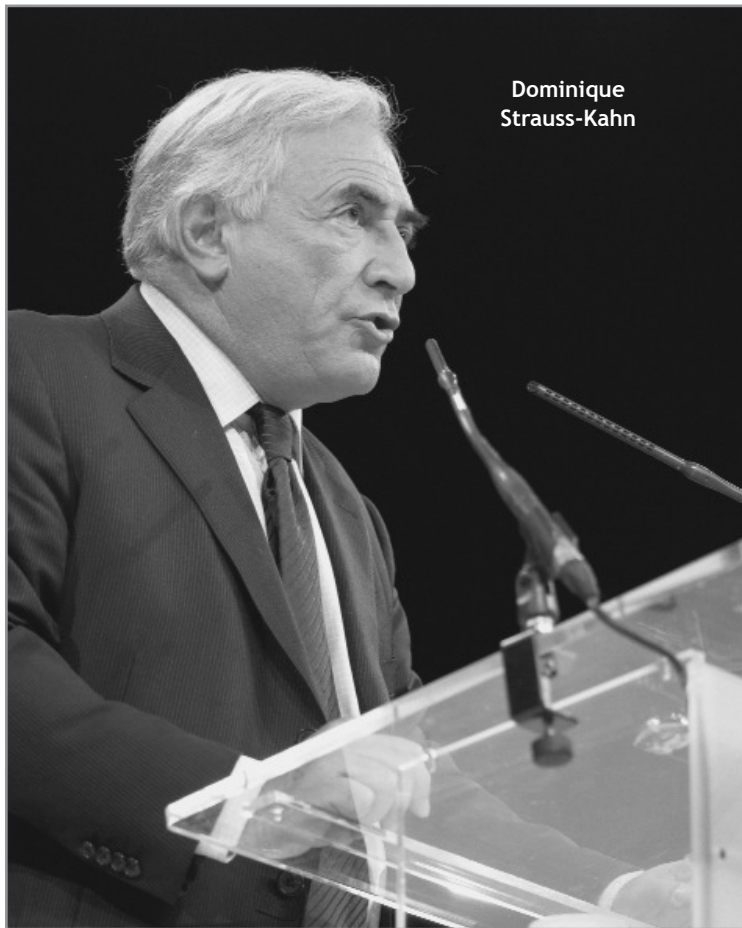
Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à :
L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
CCP Paris 1 248 85 A

- Premier abonnement (un an)
 - France80 €
 - Étranger140 €
- Abonnement ordinaire
 - Un an125 €
 - Six mois70 €
- Abonnement de soutien
 - Un an150 €
- Étudiants, chômeurs, ecclésiastiques
 - Un an70 €
- Outre-mer (un an)
 - DOM135 €
 - TOM165 €
- Étranger (un an)
 - Europe165 €
 - Autres pays178 €

❑ SCANDALE

DSK n'est pas Henri IV

Mise en cause pour agression sexuelle, peut-être Dominique Strauss-Kahn s'est-il pris pour Henri IV se jetant sur n'importe quelle Corisande... Mais la République s'accommode mal des faiblesses individuelles.



Dominique Strauss-Kahn

Sitôt annoncées, dimanche 15 mai au matin, les dernières frasques de Dominique Strauss-Kahn dans un hôtel new yorkais, on lisait sur le site de lafautearousseau cette réflexion de bon sens : « La vie privée des souverains qui ont régné sur la France ou sur l'Europe n'a pas toujours été exemplaire, si celle de certains autres l'a, par contre, été. Ces princes, ces rois,

s'inscrivaient dans une tradition, une lignée, une légitimité, dont ils n'étaient, somme toute, qu'un maillon, et, s'ils n'étaient à l'abri ni des critiques, ni des conséquences et sanctions de leurs actes, leurs fautes ne remettaient vraiment en cause ni la continuité des institutions, ni la pérennité des États ni la cohésion de la société civile. » Mais depuis la Révolution, les pouvoirs politiques

sont censés exercer sur des hommes nouveaux un pouvoir qui relève de la seule froide raison, sans dieu et sans roi, en somme un système. Cela, ajouterons-nous, les rend évidemment beaucoup moins solides, et c'est ainsi que Dominique Strauss-Kahn perd peut-être tout espoir de s'inscrire encore dans le système.

Des hommes sans étoffe

Il s'est pris pour Henri IV se jetant sur n'importe quelle Corisande, mais les hommes politiques aujourd'hui sont nus, ils n'ont aucune étoffe, il leur faut donc être irréprochables, car ils sont à la merci de n'importe quelle faiblesse, ou - ce n'est pas exclu - de m'importe quel complot monté de toute pièce. La monarchie sachant l'incommensurable faiblesse de la nature humaine viciée par le péché originel, et toutes les tentations qui guettent l'homme possédant de grands pouvoirs, condamnait la faute, mais pardonnait au pécheur. Elle avait les garde-fous nécessaires. Cela nous rappelle Maurras : « Si la république réclame beaucoup de vertu de la part des républicains, cela tient à ce qu'elle est un gouvernement faible et grossier et que sa pauvreté naturelle ne saurait être compensée que par la bonté des individus » (Le Dilemme de Marc Sangnier). Mais ce rousseaïsme est dangereux et illusoire : les hommes politiques ne peuvent pas être tous des anges. ■

Michel Fromentoux

ANNIVERSAIRE

L'attentat contre Jean-Paul II

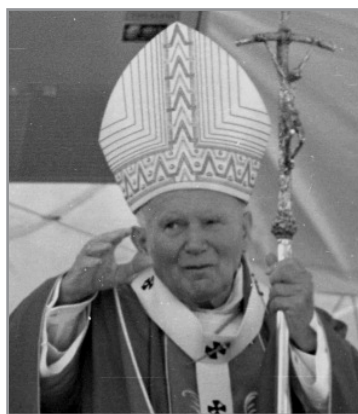
Le 13 mai 1981, Mehmet Ali Agca tentait d'assassiner le souverain pontife.

NOUS VENIONS déjà de vivre l'arrivée de la gauche au pouvoir en France. Certains catastrophistes s'attendaient à voir l'Armée rouge défiler sur les Champs-Élysées... Mais c'est de Rome que vint, trois jours après, une nouvelle stupéfiante. Un jeune Turc, Mehmet Ali Agca, lié à aux services secrets bulgares, donc au KGB, venait de tirer par deux fois à moins de six mètres sur Jean-Paul II, avant d'être neutralisé par la foule, place Saint-Pierre, laissant le Saint-Père gravement blessé à l'abdomen. Il est vrai que l'arrivée, trois ans plus tôt, d'un pape d'origine polonaise n'avait pas fait plaisir au monde communiste. Après quelques semaines d'hospitalisation, le pape ne garda que de douloureuses séquelles de cette agression, et tout le monde dit qu'il avait été protégé par Notre-Dame de Fatima en ce 13 mai, an-

niversaire de la première apparition de la sainte Vierge aux petits bergers. Ainsi donc le "grand dérangement" que certains attendaient de l'arrivée de M. Mitterrand au pouvoir vint d'ailleurs. Et dans la confrontation entre les paroles d'espérance et de liberté du souverain pontife d'une part, et le monde communiste sans dieu et concentrationnaire d'autre part, ce dernier ne tarderait pas à s'effondrer.

Le pardon du pape

Très tôt Jean-Paul II manifesta son pardon à Mehmet Ali Agca, lui rendant visite dans sa prison italienne. Puis, gracié après dix-neuf années, Agca fut extradé vers la Turquie où il avait d'autres peines à purger pour d'autres crimes. Il aurait déclaré alors : « Pour moi, le pape était l'incarnation du ca-



pitalisme dans son ensemble. » Quand Jean-Paul II mourut le 2 avril 2005, le frère d' Agca, Adnan, déclara, dans un entretien que Mehmet Ali et toute sa famille le pleuraient, car le pape était leur ami. Sorti de prison le 18 avril 2010, il proclama proche la fin du monde, signant « le Christ éternel Mehmet Ali Agca » (sic). Avec un tel homme, psychologiquement dérangé, tout pouvait arriver. Aura-t-il mesuré le prix de la miséricorde du Saint-Père ? En tout cas, le grand homme de l'année 1981 fut Jean-Paul II, et non François Mitterrand... ■ M.F.

Au fil de la presse



Où l'on constate, encore une fois, que la guerre des idées a cédé le pas devant la guerre médiatique, chaque semaine charriant son lot de désinformation et de bobards. Mais l'issue de cette guerre, comme de toute belligérance, dépend du rapport de force et du moral des troupes.

❑ Le site de délation en ligne, Médiapart, a balancé sur la place publique les propos confidentiels d'une réunion interne du bureau de la Fédération française de football. *Horresco referens* pour nos suppôts trotskards mondialisés, il a été question, lors de ce concile, d'instaurer des quotas de joueurs maghrébins ou africains au sein du football professionnel français et, notamment, de limiter le nombre de binationaux. On sait que, finalement, l'"affaire" s'est dégonflée comme ballon de baudruche, le ministre des Sports ayant sifflé la fin de partie de ce lynchage ignoble au nom des grands principes "maoraux". La suinte inquisition en a donc été pour ses frais. François d'Orcival faisait, cependant, observer, dans *Valeurs actuelles* (12 mai 2011) que « le scandale a éclaté sur le contenu des propos enregistrés et curieusement pas sur le fait même de l'enregistrement. C'est pourtant bien cette violation d'échanges privés, dans un cadre de travail, qui est scandaleuse ». En effet. Mais la transe (parence), ce festif déshabillage planétaire, via les réseaux sociaux, commande de ne rien cacher, ni l'intime, ni même (et surtout) l'obscène (qui fait vendre). Foin de toute éthique journalistique, a l'affût charognard d'un "scoop" ou d'un "buzz" pour un quart d'heure extatique de célébrité de supermarché, tels sont les nouveaux reporters de *Je suis Par-touze* !

❑ Si le ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale pouvait paraître insupportable aux bonnes consciences de la gôche caviardisée, celui de l'immigrationnisme et de l'altérité mondiale est tout bonnement à vomir. Le quotidien maoïste rallié au capital, "La-bération" (du 11 mai 2011), se fait les gorges chaudes d'un rapport d'une obscure « association de parlementaires pour l'audit de la politique d'immigration, d'intégration et de co-développement » (sic et ouf !) qui conclut que « les immigrés rapportent plus qu'ils ne coûtent ». On y apprend ainsi que « les migrants subsahariens ont en moyenne un niveau d'instruction supérieur aux personnes vivant en France métropolitaine (40 % d'entre eux sont diplômés du supérieur) », ou encore que « si les immigrés "coûtent" annuellement 47,9 milliards d'euros en dé-

penses de protection sociale, ils rapportent 60,3 milliards en cotisations, soit un solde largement positif » (re-sic). Le lien entre chômage et ethnicité mis en avant par le sociologue Hugues Lagrange (*Le Dénier des cultures*, Seuil, 2010) et l'étude aussi sérieuse que sous-estimée (de son propre aveu) de Jean-Paul Gourévitch (*Le Cri du contribuable*, HS n°3, juin 2010) sont carrément passées sous silence, cette ignorance délibérée valant chez Big Brother, ostracisme. Mais l'ode à l'Autre ne s'arrête pas là. Le *think tank* (ou réservoir d'idées) Terra Nova, proche du PS, nous gratifie également d'un rapport (*Quelle majorité électorale pour 2012*, www.tnova.fr), tout aussi édifiant quant à ses dilections ethniques. Partant du constat que « la classe ouvrière n'est plus le cœur du vote de gauche », elle conseille d'orienter dorénavant la fenêtre de tir électorale vers une « nouvelle gauche [ayant] le visage de la France de demain : plus jeune, plus féminine, plus divers, plus diplômée, mais aussi plus urbaine et moins catholique ». En résumé, une gauche androïde, à la fois féminisée, bobo, collagénisée et métissée.

❑ Une gauche qui pourrait recruter, notamment, chez les "homosexuels" dont le principal lobby associatif, SOS homophobie, vient de sortir son *Rapport 2011 sur l'homophobie* (*Le Salon beige*, 11 mai 2011). Ces militants hétérophobes suggèrent de renforcer leur présence dans les écoles pour mettre fin aux « préjugés et clichés sur les personnes LGBT [lesbiennes, gays, bisexuelles et transsexuelles] déjà bien ancrés dans les esprits. Il est dès lors logique de vouloir intervenir plus en amont, c'est-à-dire dès l'école primaire, pour apprendre tout simplement aux enfants que l'amour peut naître entre deux personnes de même sexe. » Stupéfiant ! Dans son « *Voyage dans la planète gay* », *Le Choc du mois* (mai 2011) rapporte cette citation lucide de Jean Genêt, pédé notoire et désinhibé, expliquant pourquoi, quoi que l'on dise ou fasse, l'homosexualité ne constituera jamais un modèle de société : « la condamnation portée sur les voleurs et les assassins est rémissible, non la nôtre. Ils sont coupables par accident, notre faute est originelle. Nous paierons cher le sot orgueil qui nous fit oublier que nous sortons du placenta. Car ce qui nous damne - et damne toute passion - c'est moins nos amours infécondes que le principe stérile qui fertilise de néant nos actes. »

Aristide Leucate

■ BCE

Un Italien très conforme

Mario Draghi, le gouverneur de la Banque d'Italie, va succéder à Jean-Claude Trichet à la tête de la Banque centrale européenne. En dépit de ses origines méridionales, il serait jugé suffisamment orthodoxe par Berlin.

Le mandat de Jean-Claude Trichet à la tête de la Banque centrale européenne (BCE) prendra fin le 31 octobre. Mais déjà les tractations sont bien avancées pour lui trouver un successeur, qui devrait être nommé le mois prochain par les chefs d'État ou de gouvernement de la zone euro. Auparavant, les ministres des Finances de l'Eurogroupe, réunis en ce début de semaine à Bruxelles, ont officiellement abordé cette question, l'Italie - un des quatre "grands" de la zone euro - ayant présenté son candidat, Mario Draghi, qui désormais fait figure d'archi-favori. Le directeur général du Fonds monétaire international, Dominique Strauss-Kahn, devait assister à cette réunion, mais la police et la justice new yorkaises en ont décidé autrement.

La conversion de Merkel

C'est la chancelière Angela Merkel qui a levé les obstacles, en déclarant la semaine dernière : « *Je connais Mario Draghi. C'est une personnalité très intéressante et expérimentée. Il est très proche de notre programme de stabilité et d'économie solide.* » En fait, Berlin ayant renoncé à une candidature allemande à la tête de l'institut basé à Francfort, Mario Draghi présentait « *les atouts nécessaires pour faire un bon président* », selon les propres termes du ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble. Alors, pourquoi les atermoiements d'Angela Merkel ? Sans doute était-elle peu enthousiaste à l'idée de placer à un poste hautement stratégique le représentant d'un pays méditerranéen jugé laxiste en matière de finances publiques. Mais, surtout, elle ne voulait pas donner l'impression de s'être laissé forcer la main par Nicolas Sarkozy qui, lors du sommet franco-italien du 26 avril à Rome, avait claironné son soutien à la candidature de Mario Draghi, l'actuel gouverneur de la Banque d'Italie. Même si des noms de personnalités moins fortes mais plus consen-



L'inflation demeurera la principale préoccupation du prochain président de la Banque centrale européenne.

suelles circulent encore, la désignation du troisième président de l'histoire de la BCE - après Wim Duisenberg et Jean-Claude Trichet - ne devrait pas réserver de surprise. L'Allemagne et la France disposant de 50 % des droits de vote à la BCE, on voit mal comment la présidence de cette institution pourrait échapper à l'Italien, qui d'ailleurs bénéficie d'autres soutiens parmi les dix-sept pays de l'Eurogroupe. En contrepartie de son ralliement à la candidature Draghi, Angela Merkel espère promouvoir des Allemands à des postes européens de premier plan et, en outre, obtenir des résultats conformes à ses attentes dans les négociations sur l'ESM (Mécanisme européen de stabilité) qui doit être créé en 2013 pour succéder à l'actuel fonds de secours de la zone euro, dont la capacité d'emprunt a été

portée à sa limite maximale de 440 milliards d'euros. Le futur mécanisme sera doté, lui, de 500 milliards d'euros et pourra soit prêter aux États vulnérables, soit racheter leurs titres obligataires ; son intervention sera évidemment assortie de strictes conditions qui font encore débat.

Continuité

À cet égard, Mario Draghi offre toute garantie en matière d'orthodoxie monétaire. C'est la crise financière de 2008 qui l'a propulsé sur le devant de la scène internationale, sa présidence de la Banque d'Italie n'étant sans doute pour lui qu'une position d'attente. Et son passage, de 2002 à 2005, chez Goldman Sachs, la banque américaine suspectée d'avoir maquillé les comptes grecs, n'a manifestement pas

terni son *curriculum vitae*. C'est à la tête du Conseil de stabilisation financière, forum chargé par le G20 de proposer des pistes pour prévenir les risques "systémiques" dans le monde, que Mario Draghi a pu faire étalage de ses compétences et s'attirer l'estime de ses pairs, du moins de ceux qui adhèrent aux valeurs dominantes du capitalisme mondialisé ou qui, comme les Allemands, mettent au-dessus de tout la lutte contre l'inflation. Autrement dit, Mario Draghi s'inscrit dans la continuité. La relative facilité avec laquelle il a surmonté les obstacles indique que son origine "méridionale" n'a pas été un facteur primordial. Il procède d'une culture hors-sol. Comme Jean-Claude Trichet qui, à Francfort, s'est toujours prévalu d'un statut supranational. Ainsi, au nom de l'indépendance de la BCE, Trichet s'est plusieurs fois dressé contre des positions françaises moins rigoristes que les siennes.

Trichet balise le terrain

Avant d'achever son mandat de huit ans, non renouvelable, Jean-Claude Trichet cisèle une sorte de testament politico-économique. S'exprimant le mois dernier devant l'Académie des sciences morales et politiques, où il a été élu au fauteuil de Pierre Messmer - qui doit parfois se retourner dans sa tombe -, Jean-Claude Trichet a défendu l'idée d'une « *quasi-fédération budgétaire* » impliquant un renforcement de la surveillance « *collective* » des finances publiques et de la compétitivité des pays de l'Euroland - le tout aux dépens de la souveraineté des États, qui se verraient progressivement réduits au rang de collectivités locales. La voie est donc idéologiquement balisée pour celui qui succédera à Trichet. Elle ne sera pas pour autant exempte d'embûches, car les crises liées aux contraintes de l'euro ne sont pas près de disparaître, quand bien même se dessinerait dans les mois à venir un frémissement de la croissance. Nombre de dettes souveraines sont tellement abyssales, à l'exemple de celle de la Grèce, que les plans de sauvetage concoctés par l'UE, le FMI et la BCE risquent de se révéler à la fois irréalistes et insuffisants pour rétablir durablement la confiance dans une monnaie unique mais, ô combien !, inconstante. ■

Guy C. Menusier

» DÉSAMOUR

60 % des Français associeraient l'"Europe" au chômage, selon les conclusions d'un sondage TNS-Sofres publiées le 9 mai dans *Le Parisien*. Et 30 % d'entre eux voudraient abandonner l'euro, rapporte *Euractiv*. Un chiffre enviable aux yeux de Laurent Wauquiez, le ministre des Affaires européennes : en Allemagne, la moitié de la population exprime sa défiance à l'égard de la monnaie unique, a-t-il souligné sur *France Inter*.

» FANTASME

Michel Barnier a renouvelé sa profession de foi européenne. « *Nous ne sommes pas un peuple européen. Nous ne pouvons pas être une nation européenne* », a-t-il concédé, le 9 mai, à l'université Humboldt de Berlin. Aussi ne serait-il « *pas question d'un État fédéral qui se substituerait aux États nations* ». Cependant, a-t-il poursuivi, « *il faudra un jour un président [...] de l'Union européenne qui cumulera la mission de présider le Conseil européen [des chefs d'État ou de gouvernement] et la fonction d'animer le collège des commissaires* ». L'équilibre institutionnel de l'UE s'en trouverait bouleversé aux dépens des États. Quoique ceux-ci semblent peu enclins à y consentir, le traité de Lisbonne n'exclut pas une telle hypothèse.

» OBSERVATEUR

Un nouveau statut d'observateur a été accordé à l'Union européenne par l'Assemblée générale des Nations Unies. En vertu d'une résolution adoptée le 3 mai, l'UE peut figurer parmi les orateurs intervenant devant l'Assemblée et exercer un droit de réponse concernant ses propres positions. Mais non prendre part aux votes, ni présenter des candidats ou se porter co-auteur de résolutions ou de décisions. Selon un communiqué de l'ONU, l'Assemblée générale a d'ailleurs réaffirmé que celle-ci « *est un organe intergouvernemental dont le statut de membre à part entière est limité aux États* ».

» FRICTIONS

Le maintien du siège du Parlement européen à Strasbourg fait l'objet de vives critiques outre-Manche. Alors que l'assemblée prévoit de réduire le nombre de sessions plénières se tenant dans la capitale alsacienne, elle a reçu le soutien officiel de Londres. Aussi Laurent Wauquiez a-t-il fait part « *de sa surprise et de son profond mécontentement à l'égard d'un geste inamical et agressif à l'endroit de la France* ». L'affaire sera portée prochainement devant la Cour de Justice de Luxembourg.

UNION EUROPÉENNE

L'inconfort helvétique

La singularité des rapports entre Berne et Bruxelles ne va pas sans vexations. De quoi nourrir la défiance de l'opinion helvétique à l'égard de l'UE.

LA CONSEILLÈRE fédérale Simonetta Sommaruga, chef du département fédéral de Justice et Police en Suisse, assistait la semaine dernière, à Bruxelles, à la réunion des ministres de l'Intérieur des pays membres de l'espace Schengen. Membre associé, comme la Norvège et l'Islande, la Suisse ne fait pas partie de l'union douanière de l'UE. Et cette

singularité, M^{me} Sommaruga l'a éprouvée à ses dépens ; elle comptait participer de bout en bout aux discussions sur les contrôles aux frontières, mais elle n'y a été conviée que pour partie. Elle a pu néanmoins souligner la nécessité de préserver à la fois l'acquis de Schengen et la souveraineté des États membres ou associés.

La voie bilatérale sur la sellette

Ce genre de petite vexation est typique du climat qui pèse sur les relations entre la Suisse et l'Union européenne. Depuis un an, la Commission de Bruxelles fait pression sur la Suisse pour qu'elle renonce à la voie bilatérale et qu'à défaut d'adhésion en bonne et due forme,

Berne adopte automatiquement le droit communautaire. Ce qui impliquerait, pour commencer, l'abolition des régimes fiscaux cantonaux. Bien que se disant attaché au bilatéralisme - négociations Berne-Bruxelles et adaptation au cas par cas du droit helvétique -, le Conseil fédéral réfléchit au moyen de répondre aux exigences de l'UE sans s'exposer à une vigoureuse rebuffade du peuple. Pour l'instant, c'est la quadrature du cercle. Mais l'UDC, pourtant représentée au gouvernement par Ueli Maurer, monte aux barricades en dénonçant des manœuvres souterraines. Il est vrai que les élections fédérales - renouvellement du Conseil national et du Conseil des États - auront lieu en octobre prochain. La campagne ne fait que commencer. ■ G.C.M.

■ BELGIQUE

La Couronne dévoilée

Respecté depuis 170 ans, le secret des conversations royales est désormais rompu en Belgique. La monarchie s'en trouve fragilisée, tandis qu'on appréhende l'arrivée du prince Philippe sur le Trône.



Le roi Albert II doit désormais se méfier de ses interlocuteurs.

Dans la maison Belgique les termites sont à l'œuvre. En publiant un livre intitulé *Belgique, un roi sans pays*¹, deux journalistes ont provoqué une réaction officielle du Palais - ce qui est très rare. Certains passages rompent une règle non écrite mais respectée depuis 170 ans : celle dite du "colloque singulier", selon laquelle le roi est libre de ses propos ; il peut tout dire et son interlocuteur s'engage, tacitement, à ne rien dévoiler.

Deux auteurs reconnus

Lorsqu'avec Bart De Wever un parti ouvertement séparatiste et, de fait, anti-monarchiste, est entré dans le jeu, les règles ont été bousculées. On a vu le *leader* de la NVA reçu par le roi et, aussitôt après, recadrer à sa guise la mission qui lui avait été confiée. Mais cela n'avait pas vraiment surpris. La parution d'*Un roi sans pays*, en revanche, suscite la polémique. D'abord à cause du fond, ensuite en raison des auteurs. L'un est un journaliste du *Morgen*, le quotidien flamand proche du SPA (socialiste). L'autre est un collaborateur de *La Libre Belgique*, ce qui étonne davantage. *La Libre*, même si ses couleurs se sont affadies comme une gravure du

passé, figure tout de même comme le quotidien de centre-droit et de fidélité monarchiste. Nul ne met en cause la compétence des auteurs du livre. Du côté francophone, en revanche, beaucoup s'en prennent à la démarche. On apprend ainsi qu'Albert II ne veut pas entendre parler d'élections, qu'il reproche avec véhémence aux libéraux flamands d'avoir fait tomber le gouvernement Leterme et qu'il est favorable à l'idée d'une circonscription électorale fédérale. On pouvait le présumer, le pressentir, mais tout cela demeurait dans le champ clos du colloque singulier. Le voilà rompu et la position du roi fragilisée.

Dommages potentiels

Dans les colonnes du *Soir*, pourtant plus tiède que *La Libre*, un professeur de droit constitutionnel de l'université de Liège, Christian Behrendt, ne mâche pas ses mots. « *Ces révélations sont inopportunes, regrettables et potentiellement dommageables pour le fonctionnement de notre système.* » Évoquant le rôle du roi qui « *ne décide pas* », il soutient que « *sa légitimité tient précisément de la confidentialité* ». La conclusion s'impose,

c'est la monarchie constitutionnelle qui est menacée. Certaines personnalités politiques s'inquiètent ouvertement. C'est le cas de Joëlle Milquet, de sensibilité sociale-chrétienne (CDH) et de Jean-Michel Javaux, écologiste mais monarchiste affirmé. On est moins explicite côté flamand. Et l'ensemble de la classe politique appréhende l'arrivée du prince Philippe sur le Trône. Tout le monde ou presque s'accorde à louer Albert II et son « *parcours sans faute* » accompli depuis non seulement la chute du gouvernement en 2010, mais dès 2007, année qui marque le début de la crise de régime. On commence à patiner avant de dérailler. Philippe Ier succédera-t-il à son père Albert II ? Peut-être, mais, plus que vraisemblablement, ce ne sera pas "le même roi". Dans le meilleur des cas, on s'oriente vers une monarchie "à la suédoise", c'est-à-dire protocolaire. Mais lorsque Bart De Wever, lui, parle de « *moderniser la monarchie* », on peut s'interroger et se demander si, dans sa bouche, monarchie en flamand ne se dit pas république... ■

Charles-Henri Brignac

¹ Martin Buxant et Steven Samyn, Plon, 201 p. 18 euros.

Congo, entrepris malgré l'admonestation de son père et du gouvernement, le courant n'a pas été rétabli. Provisoirement, Laurent n'est plus prié aux activités de la famille royale. L'interdit ne concerne pas son épouse, la princesse Claire.

Leur petite fille, la princesse Louise, doit faire sa première communion le mois prochain. Une grande fête est prévue. Les anges de la réconciliation seront-ils au rendez-vous ? On murmure que la princesse Claire s'y emploie.

CRISE BELGE

Nouveau lever de rideau

Tandis que le chef de file des socialistes francophones s'emploie, à nouveau, à former un gouvernement, la Belgique se déchire sur le souvenir de la Seconde Guerre mondiale.



LA "UNE" du *Soir* se présente à la manière d'une affiche annonçant au programme du « *théâtre royal de Belgique* » : « *Après quarante-huit semaines, Prolongation ! L'im-passe.* » Dans les rôles principaux, Bart De Wever, Elio Di Rupo, Albert II. Le négociateur royal Wouter Beke, démocrate-chrétien flamand, a mis deux mois et demi à rendre son rapport au roi. À ses yeux, tout est sur la table et le maître d'œuvre s'appelle Confusius si l'on accepte avec lui de « *voir ce qui est juste* » et de se pénétrer que « *ne pas le faire est un manque de courage* ».

Toujours les mêmes

Le roi consulte. Bart De Wever ou Elio Di Rupo ? Ce sont toujours les mêmes noms qui sont agités au fond du chapeau. Pourquoi pas une mission conjointe, sussuraient certains... Finalement, le second, chef de file des socialistes wallons, a été chargé lundi par Albert II de tenter de former un gouvernement. Il avait déjà reçu une mission de "pré-formateur" à l'été 2010, peu après les élections. Lorsque ces lignes paraîtront, une nouvelle étape s'ouvrira. Encore dix semaines avant les vacances parlementaires. S'il n'y a toujours aucune issue, ce

seront les grandes vacances, celles de M. Tout-le-monde, où rien ne se passera. Pour corser le tout, le monde francophone vient d'encaisser un coup qui l'a laissé groggy. À la requête du Vlaams Belang, le Sénat a accepté la prise en considération d'une proposition de loi « *effaçant, pour l'avenir, tous les effets des condamnations et sanctions infligées du chef d'actes d'incivisme* » "prétendument" commis entre le 10 mai 1940 et le 8 mai 1945 et instituant une commission chargée d'indemniser les victimes de la répression d'après-guerre ou leurs descendants... À l'exception de Groen (écologistes flamands) tous les partis néerlandophones ont voté la proposition contre tous les partis francophones. Ce qui ne veut pas dire que tous voteront la loi dite d'amnistie. Mais « *c'est un coup de canif dans l'histoire et la mémoire des Belges* », s'est indigné le constitutionnaliste Francis Delpérée, sénateur de sensibilité sociale-chrétienne. Quoi qu'on puisse en penser des deux côtés de la frontière linguistique, le vote de cette proposition de loi est un nouveau coup de pioche ébranlant les soubassements de ce qui subsiste du vivre ensemble. □ Ch.-H.B.

JUSTICE

Affaire Dutroux : merci Sarko !

Le président de la République rechigne à accueillir en France Michelle Martin, l'ex-épouse de Marc Dutroux. Cela lui vaut un élan de sympathie en Belgique.

EN RÈGLE générale, Nicolas Sarkozy n'est pas beaucoup plus populaire en Belgique qu'il ne l'est en France. Tout arrive. Aujourd'hui, la majorité des Belges disent familièrement : « *Merci Sarko !* » Cet élan d'affection est lié au plus récent épisode de l'affaire Dutroux. Son ex-épouse, Michelle Martin, condamnée à trente ans de prison, pourrait être libérée pour bonne conduite après avoir purgé la moitié de sa peine. À la quatrième demande de libération conditionnelle, le tribunal d'application des peines de Mons a fait droit à la requête de ses avocats. Le parquet général n'aurait pu se pourvoir en cassation que s'il y avait eu vice de forme. Cela a suscité une vague de protestation. On n'a pas oublié qu'elle joua le rôle de rabat-teuse pour Dutroux - « Il était

mon Dieu » - ni que c'est elle, une mère, qui laissa mourir dans leur cache les petites Julie et Mélissa, alors que son mari était incarcéré. Sa libération est conditionnée à son vœu de se réfugier dans un couvent en France. La demande doit être faite par la Belgique. Dès à présent, avant qu'elle soit formulée, le garde des Sceaux a annoncé qu'il « *n'avait pas l'intention de dire oui* ». Car si une telle décision s'accomplissait, la France ne pourrait pas contrôler juridiquement Michelle Martin. On conçoit que cela puisse embarrasser, sans parler de la répulsion morale. On présume que l'Élysée n'est pas étranger au refus. D'où la faveur, ou moins circonstancielle, dont bénéficie aujourd'hui en Belgique le président de la République. □ Ch.-H.B.

» PRINCE À L'INDEX

Si vous cliquez sur le site de la monarchie belge vous pourrez trouver l'agenda de tous les membres de la famille... sauf celui du prince Laurent. Après l'incartade de son voyage au

CONSTITUTION

Chrétienne Hongrie

L'archiduc Georges de Habsbourg-Lorraine salue la nouvelle constitution hongroise

UNE RÉVISION constitutionnelle vient d'avoir lieu en Hongrie demandant dans son préambule que « *Dieu bénisse les Magyars* » et disant que le pays sera désormais la Hongrie et non "la république de Hongrie". Après un demi-siècle de totalitarisme communiste, un tel redressement est remarquable. Sur la référence à Dieu s'est exprimé très clairement l'archiduc Georges de Habsbourg-Lorraine, fils cadet d'Otto de Habsbourg et petit-fils de Charles 1^{er}, dernier empereur d'Autriche et roi de Hongrie, et de l'impératrice née Zita de Bourbon Parme. Président de la Croix-Rouge hongroise et ambassadeur extraordinaire de Hongrie auprès des institutions européennes, le prince a déclaré selon le site de *Nouvelles de France* (via *Le Salon Beige*) : « *Je trouve cela très important de faire référence à Dieu. J'étais déjà favorable à l'introduction de cette référence dans la constitution européenne et je suis heureux que les Hongrois aient fait ce choix.* » Il explique à ceux qui voient là un signe de discrimination : « *La religion a un effet très positif. Un croyant a un très grand respect pour les autres religions. La Hongrie cherche seulement à affirmer ses traditions et son histoire qui ont un lien étroit avec la chrétienté. C'est un symbole de se référer à Dieu et de se baser sur des valeurs chrétiennes.* » La France, baptisée chrétienne dès 996, donc cinq siècles avant la Hongrie de saint Étienne, aurait ici un bel exemple à suivre. Dans son histoire, ne référait-elle pas au « *Christ qui aime les Francs* » ? Le prince Georges de Habsbourg poursuit en montrant que la référence à Dieu met en garde contre les excentricités. « *Il est inscrit [dans la constitution] que le mariage est composé par l'union d'un homme et d'une femme et si l'on considère que le pays a été inspiré par la chrétienté, personne ne devrait y voir d'objections dans la mesure où c'est conforme à la tradition chrétienne.* » « *Je trouve que c'est une très bonne chose d'y avoir inscrit la protection de l'enfant à naître. [...] Concernant les questions d'avortement, il faut avant tout rechercher la protection de l'enfant. [...] La vie commence avec la conception même.* » Paroles réellement royales et catholiques, dignes d'un petit-fils de l'empereur béatifié en 2004 par le pape Jean-Paul II. □ **M.F.**

ÉTATS-UNIS

Génération Ben Laden

Pour toute une jeunesse américaine, à l'innocence ternie par le 11 Septembre, l'annonce de la mort d'Oussama Ben Laden fut accueillie à la façon d'un exorcisme. La fin du cauchemar ?

Il y a juste dix ans, ils avaient tous entre douze et quinze ans. Adolescents batailleurs et candides, ces jeunes collégiens évoluaient dans un monde à part : celui de la découverte, de l'expérience, où le risque et l'insolence nourrissent une liberté toute neuve, fragile - irremplaçable. C'était le temps d'une exigence aride, de tous les enthousiasmes. C'était le moment divin qui cisèle l'homme et la femme à naître dont on devine à peine le sourire grave.

Un choc effroyable

Et puis, un matin, le 11 septembre 2001, l'horreur pulvérisa les tours jumelles de Manhattan et une partie des bâtiments du Pentagone, laissant une immense flaque du sang de trois mille morts. Pour la première fois, le sol américain était attaqué, la tragédie entraînait par effraction. Et tout bascula. La nation ne fut plus la même. L'effroyable choc poussa d'un coup les adolescents dans l'univers des adultes avec ses hantises, ses frayeurs, ses spectres. Devant les décombres d'un rêve, les jeunes vieillirent en un jour et se politisèrent en un mois. Ben Laden en avait fait ses victimes privilégiées, et jusqu'à ses complices. Les complices de sa mégalomanie : désormais, ces jeunes allaient avoir peur - comme leurs aînés, comme tous les autres. La génération Ben Laden fit ses premiers pas comme un homme ivre recherche des repères oubliés. Elle avait encore dans la bouche le goût de la poussière et devant les yeux l'image des gravats. Dans une sorte de stupeur, elle pressentait que sa vie serait bornée à jamais par ces deux souvenirs, parce qu'elle ne parviendrait pas à les chasser. Les fantômes s'incrustent. Surtout ceux qui se sont installés dans des esprits comme par un viol. Des esprits vierges de tout conformisme, de tout compromis, où la fraîcheur de l'espérance attendait l'impossible de l'avenir. Le carnage du 11 Septembre ternit leur innocence. Alors s'entassèrent pêle-mêle les menaces distillées, l'inquiétude quotidienne, la démagogie pro-



L'Amérique ne fut plus la même après les attentats du 11 septembre 2001.

tectrice, les calculs politiciens. Toute la laideur de l'exploitation électoraliste. Avec en prime un présidentialisme belliqueux comptant sur la menace permanente pour grimper dans les sondages. Vision saccagée d'une jeunesse déchue et fauchée trop tôt comme on coupe des blés trop verts. Colossal gâchis meublé de bruits de bottes : dans la nouvelle logique, on crut nécessaire une guerre en Irak et en Afghanistan. Dans son antre, la bête continuait à marquer des points.

Terrible attente

Elle continua à en marquer pendant dix ans. Le mystère flattait son aura, l'impunité grandissait son message. Pendant que le Moyen-Orient jubilait sous les portraits du fugitif, l'Amérique cuvait sa honte de n'en trouver aucune trace. Suspense terrible par sa discrète mais obsessionnelle présence davantage que par une quelconque dimension spectaculaire. À l'instar des supplices chinois, celui de Ben Laden usait le temps et les nerfs dans l'impré-

visible, au cours d'une fuite en avant qui pétrifia toute une nation. Dans cette attente sur du vide qui pouvait à tout instant exploser, les jeunes mûrirent plus vite que les autres sur une planète inquiète et verrouillée. Leurs aînés n'avaient pas connu les alertes à la bombe, les détecteurs de métal, la sécurité partout, l'islam embrasé, la guerre sainte. Ils débarquèrent dans ce millénaire sans se rendre compte qu'il était déjà piégé, que la machine infernale avait refermé ses crocs sur la génération suivante. Pour elle, ce fut l'atmosphère des longues traques, les rencontres de patrouilles militaires, les fouilles minutieuses dans les gares. Et toujours, ce poids invisible, comme suspendu, venu de nulle part... Et soudain, l'incroyable. Après une attente au visage d'éternité, un raid dans une ville du Pakistan, une villa investie en quarante minutes, Ben Laden tué à bout portant. Opération montée en mouvement d'horlogerie. Du James Bond de bonne cuvée au goût du jour : exotique, cinglant, ultra so-

phistiqué. Ceux qui avaient cru que l'abominable forfait allait finalement payer s'étaient trompés : laissez donc passer la justice des puissants. L'Amérique, respira. Elle avait douté d'elle-même trop longtemps. La blessure faisait de plus en plus mal. Mal aux anciens jeunes surtout, à ceux du massacre de septembre qui ont dix ans de plus. Mal à la génération de soufre et de suie. Car dix ans ont passé depuis son baptême maudit. Elle est peuplée d'adultes maintenant. Des adultes hantés, possédés, qui voulaient exorciser leur cauchemar. Alors, par milliers, dès la diffusion des détails sur le raid, ils sont descendus dans les rues à Washington, New York, Chicago, partout. Ils ont crié leur soulagement plus fort que les autres, plus haut que la nation elle-même.

Embrassades

Ils en avaient le droit. Ils en avaient besoin. Ils dansaient : enfin, le démon les avait quittés. Ils semblaient fous. Des inconnus du même âge s'embrassaient pour avoir été complices de deux drames en même temps : le national et le personnel. Car l'hydre avait bien frappé deux fois. C'est fini. Pendant la fête improvisée du 2 mai, dans l'explosion d'une revanche populaire, certains se rappelèrent leurs premiers jeux vidéo - ceux de la petite adolescence, voici dix ans. Dans l'angoisse, avec leurs boutons rouges ils mitraillaient alors fébrilement Ben Laden. A travers son personnage, ils cherchaient inconsciemment à éradiquer de tout leur être le regard insoutenable de New York, un matin de fin d'été, qu'ils découvrirent sur les écrans comme le symbole même du désespoir. Un jeu seulement ? Pour eux, plus que cela. Il ne s'agissait pas exactement de revanche. C'était plus secret, plus intimiste. Il fallait détruire une tache qui rongeaient. Et, jusqu'au raid du commando au Pakistan, elle rongea. La mort de Ben Laden ressembla à un jeu vidéo : même scénario, même durée, même professionnalisme. Une mort technologiquement programmée. Étonnant retour des choses : à dix ans d'intervalle, la génération meurtrie qui avait virtuellement pulvérisé Ben Laden dans son imagination parvint plus tard à l'abattre réellement par guerriers interposés et (presque) avec les mêmes moyens. ■

De notre correspondant
aux États-Unis
Philippe Maine

SYRIE

Le malheur des uns...

Alors que Damas réprime les opposants sans ménagement, la "communauté internationale" témoigne d'une relative indifférence.

LES PROMESSES réformatrices de M. Bachar el-Assad, la fin proclamée de l'état d'urgence, la naturalisation en masse de 200 000 Kurdes sans papiers et le changement de gouvernement à Damas n'ont pas satisfait les opposants au régime. Les manifestations violentes,

même minoritaires, continuent. Et la répression est sanglante. On parle de centaines de victimes, chiffre que dément Damas. Mais incontestablement, le sang coule dans quelques villes syriennes.

Vaines gesticulations

La réaction de la "communauté internationale" est quasi inexistante. Le Conseil de sécurité des Nations Unies n'a pris aucune décision. L'"Europe" agite la menace de quelques "sanctions" contre la Syrie : rappel des ambassadeurs, suspension des ventes d'armes. Personne ne croit à l'efficacité de ces gesticula-

tions. Washington condamne. On sait qu'il ne peut, et ne veut sans doute, réagir. La diplomatie américaine a bien d'autres soucis. Avec les turbulences actuelles du monde arabe, aucun État n'a intérêt à attiser le feu syrien. Assad et son gouvernement, qui bénéficient du soutien d'une large partie de l'opinion, le savent. Ils auraient préféré éteindre le feu pacifiquement. Ils le feront, le font déjà, par la force. Ils savent que les "démocraties" finiront pas s'en accommoder. Il n'empêche que l'Occident pourrait inviter les dirigeants de Damas à calmer le feu et tenter de trouver des solutions pacifiques. ■

Pascal Nari

■ BARBEY D'AUREVILLY

Un Stendhal catholique

Monarchisme intransigeant, vivant en marge d'un siècle bourgeois.

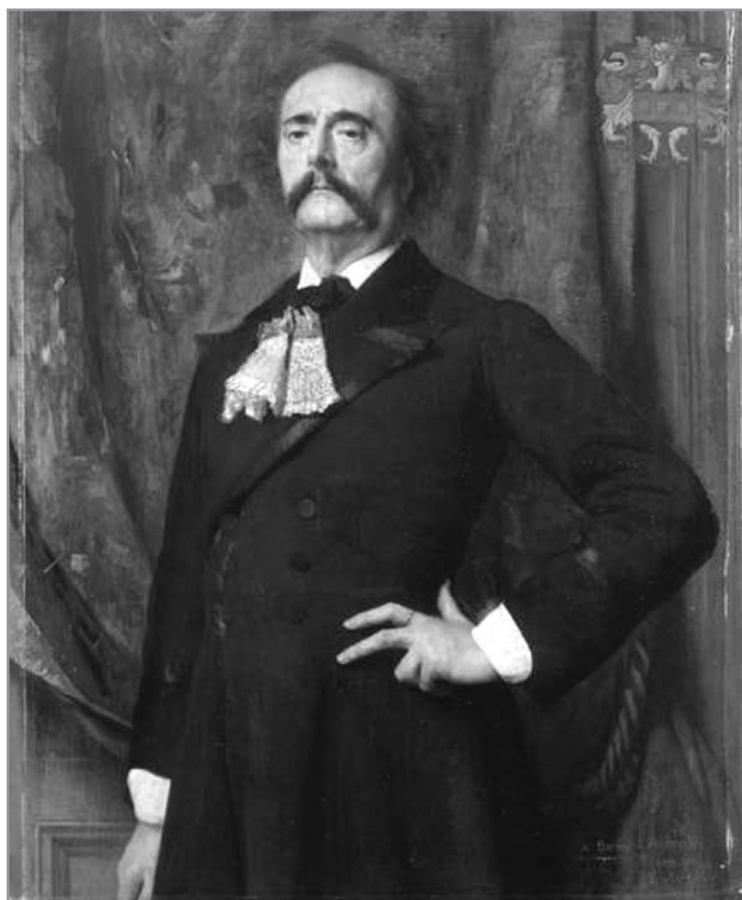
Jules Barbey d'Aureville (1808-1889) dépeint les ravages de la passion charnelle, filiale, politique ou mystique.

Les romanciers catholiques sont rares. Je parle de ceux qui le sont intégralement, irrémédiablement, et qui font du dogme l'instrument et l'armature de leur dramaturgie. Jules Barbey d'Aureville, qui eut pour maîtres Walter Scott et Balzac, fut à cet égard l'un des plus grands. La-martine l'avait traité par manière de boutade de « *Marat catholique qui peint l'inquisition et la guillotine en blanc* ». Barbey renverse l'insulte et la tourne en compliment. D'ailleurs si l'Inquisition avait bien joué son rôle, elle nous eût peut-être épargné la Révolution et la guillotine.

Toujours en guerre

Ainsi était Barbey. Il avait des poses, des postures, des rodomontades, une manière de parler, de se vêtir avec des cravates de dentelle et des manchettes à la mousquetaire qui déplaisaient aux esprits communs et timorés et qui heurtaient les bourgeois et les bigots. Car il était toujours en guerre, ce diable que l'on accusait d'être et qu'il était de pied en cap et principalement dans son duel contre Satan et contre le siècle, qui parfois se confondaient, ce qui le faisait passer pour un chouan attardé ou un Lucifer blanc, certes, mais un Lucifer tout de même. Or qui croyait encore au diable et au surnaturel en ce XIX^e siècle infatué de scientisme et de positivisme, à part quelques pauvres poètes comme Baudelaire, Huysmans, Bloy ou Verlaine, quelque sainte grenouille de bénitier comme Eugénie de Guérin ou Isabelle Rimbaud ou quelque jeune et novice curé de campagne ?

Un roman n'est ni un traité de théologie ni un sermon, et un roman catholique moins qu'un autre. Car sa matière, c'est justement le Mal et le Pêché, et l'un de ses personnages centraux est précisément ce diable dont les théologiens parlent assez peu et que sa tâche à lui est justement d'appréhender vivant et de débusquer du cœur de l'homme où il s'est niché, dans ses passions et ses révoltes, qu'il tord et secoue sous nos yeux épouvantés comme un nœud de reptiles. D'ailleurs le diable, Barbey, ce monarchiste ombrageux, ce légitimiste enragé, en disciple de Maistre qu'il était, l'avait déjà rencontré, non plus dans telle ou telle alcôve ou confessionnal, mais dans l'Histoire, dans la marche des sociétés et notamment dans la Révolution française. Certes, il avait, comme Bossuet ou de Maistre, une vue providentialiste de l'Histoire, et savait, comme dit saint Paul, que du mal Dieu peut tirer du bien, mais il savait aussi que les révolutions, comme les guerres, peuvent être des châtements divins



Jules Barbey d'Aureville par Émile Lévy

et que le diable peut être à l'œuvre dans l'Histoire et justement dans le cœur de ceux de ses contemporains qui, tel Hugo, croyaient travailler au bonheur du genre humain.

Car c'est peu dire que Barbey n'était pas démocrate. Il l'était si peu que pour lui une différence, non pas de condition, mais d'essence, séparait le noble du vilain. Sans doute y a-t-il quelque outrance dans certaines de ses attitudes et certains de ses mots lancés à la face de ses adversaires comme des balles de pistolet, mais ce n'en sont pas moins ceux et celles d'un homme qui a vu son drapeau, ses croyances, ses principes, ses mœurs et tout son monde craquer de part en part et qui, hormis Dieu, ne peut se raccrocher qu'à lui-même et à son aristocratism exacerbé.

La science du bien et du mal

Anatole France qui goûtait la société de Barbey a parlé à son propos de « *pêché-sorbet* ». C'était sa manière à lui de sceptique épiscorien de traduire en le minimisant le *pecca fortiter* des héros aurevilliens. Barbey n'est pas janséniste. Il ne condamne pas l'art comme les Messieurs de Port-Royal. Il estime que le catholicisme est assez fort - qui pourrait l'être plus ? - pour supporter la peinture des passions. Cela suppose bien entendu que les hommes aient des passions (et pas seulement des pulsions, des désirs ou des vellétés) et soient capables de pécher. Ce qui est

une autre histoire. Le catholicisme est la science du bien et du mal. Aucun romancier n'a été plus que l'auteur d'*Une vieille maîtresse* et d'*Un prêtre marié*, le Torquemada de ses héros. L'art est assez moral quand il est tragique et qu'il inspire l'horreur des choses qu'il retrace.

Enracinement

Homme qui se souvenait d'un temps où les hommes étaient encore liés entre eux, surtout dans les provinces et dans les campagnes, par le lien de fidélité unissant le vassal à son suzerain et le sujet à son roi. À ce lien sanctifié par l'usage et la religion, à cet enracinement dans l'espace et le temps, à ce lien tout chevaleresque que l'Antiquité n'a pas connu et qu'on dirait presque inventé par le christianisme et pour lui, la Révolution, revenant au paganisme, substitua la loi et l'obéissance à l'État, le bulletin de vote et un contrat rédigé sur le modèle des contrats commerciaux. Un contrat écrit à la place de la parole donnée. C'est tout le sens du passage du monde chrétien et chevaleresque au monde commercial et moderne. Du même coup la Révolution abolissait le lien de filiation entre un homme et sa terre et la lignée de ses ancêtres. ■

Gérard Joulie

✓ Barbey d'Aureville, *Une vieille maîtresse*, *L'Ensorcelée*, *Un prêtre marié*, *Les Diaboliques*, *Une page d'histoire*, Robert Laffont, Bouquins, 1 079 p. 29 euros.

EXPOSITION

Corto Maltese à Paris

La Pinacothèque de Paris accueille une exposition des œuvres d'Hugo Pratt. Le créateur de Corto Maltese.

DE GAULLE ne se connaissait que Tintin pour rival et Mitterrand se serait voulu Corto Maltese. On peut n'être ni gaulliste ni mitterrandiste et partager l'attraction pour leurs héros de BD. La Pinacothèque de Paris¹ offre l'occasion de partager Le voyage imaginaire d'Hugo Pratt. Comment dissocier la vie de Pratt et celle de ses héros ? le capitaine Koïnsky et Corto Maltese ? C'est dans *La Ballade de la mer salée* que Corto fit pour la première fois son entrée. L'intégralité des planches originales est réunie et constitue une représentation exceptionnelle, mais l'exposition se déploie à travers les thèmes majeurs de l'œuvre d'Hugo Pratt. Le désert, les océans, les femmes, les soldats s'y retrouvent. Toute une vie d'aventure. Celle de Pratt lui-même. Son père, sans lui demander son avis, fit de lui « *le plus jeune soldat du Duce* ». Son père mort en 1943, il franchit le pas, devint interprète des Britanniques et revint à Venise portant le kilt écossais juché sur une voiture blindée canadienne. L'antimilitariste qu'il fut gagna pourtant le goût des uniformes. Il en crayonna de toutes les armées.



Corto Maltese en porte un et bien qu'il ne soit que de la marine marchande, il fait chavirer le cœur des filles.

Toute l'œuvre résulte d'une alchimie faite de la vie d'Hugo Pratt, de ses lectures où s'additionnent Stevenson, Conrad, Cendrars, d'un air de liberté et de fronde que respirent les héros. Pour illustrer l'esprit, il y a la technique et un talent extraordinaire dont témoignent autant le dessin en noir et blanc que l'aquarelle.

Si l'on hésitait encore la Pinacothèque de Paris réussit à convaincre. La signature de Pratt est celle d'un maître et son art est majeur. □

Charles-Henri Brignac

¹ 28 place de la Madeleine, Paris 8^e. Jusqu'au 21 août, tous les jours de 10 h30 à 19 h 30 (billetterie fermée à 18 h 45).

NOUVELLES

London méconnu

HUIT NOUVELLES de London, peu connues, parce qu'il ne s'agit pas de chefs d'œuvre impérissables, même si ces textes eussent suffi à la renommée de moins doué que le romancier californien. Huit nouvelles mettant en scène de jeunes ambitieux, très américains, confrontés à la brutalité de leur monde et de leur époque, parfois à une violence incontrôlable, qu'elle soit due aux vivants, ou aux morts. On y croquera une jeune fille pauvre décidée à devenir journaliste (*Soirées d'amateurs*), un jeune homme que sa soudaine fortune pousse au suicide, pour lui éviter de devenir complice d'un système effroyable (*Les Favis de Midas*), deux brillants

chercheurs qui se ressemblent comme des frères et se haïssent en proportion (*L'Ombre et l'Éclair*), une belle victime d'un amour impossible dont la délivrera brutalement un fantôme (*Planchette*), un chercheur d'or imprudent (*Un canyon tout en or*), un clochard talentueux, un peu trop (*Couleur locale*), un dompteur aux souvenirs sanglants (*L'Histoire de l'homme léopard*) et l'effroyable *Face de lune*, qui donne son titre au recueil, où le narrateur persécute un voisin coupable du délit de bonne bouille et d'inébranlable bonne humeur... Cela donne un panorama assez complet des domaines explorés par London au fil de son œuvre et de ses thèmes de prédilection. □ A.B.

✓ Jack London, *Face de lune*, Phébus Libretto, 185 p., 11 €.

ROMAN

Templiers...

LE CADAVRE d'une fillette est retrouvée sur la tour de la cathédrale de Laon. En ce lendemain de séparation de l'Église et de l'État, il n'en faudrait pas plus pour rallumer les colères. Voilà ce qui justifie l'envoi sur place d'un haut dignitaire de l'Ordre de Malte en mission pour le Vatican, flanqué d'un jeune policier. Mais sous ce fait divers sordide se dissimulent d'autres enjeux qui, au fil d'une sanglante

chasse au trésor, conduira, de cathédrale en cathédrale, sur la piste du fabuleux trésor des Templiers. Un trésor dont la franc-maçonnerie rêve de s'emparer.

Encore un avatar du *Da Vinci Code*, dira-t-on ! Peut-être, mais version catholique, ce qui change bien des choses et soutenu par une authentique érudition, un sens du récit et un style qui font de ce roman une très bonne surprise. □ A.B.

✓ Denis Vauzelle, *L'Or des Templiers*, Tempora, 350 p., 21 €.

■ CHRONIQUE DES LIVRES

Des hommes, et des bêtes

Bannir la notion de créateur ne saurait être sans conséquences pour les créatures. En voulant à toutes forces faire de l'homme un animal (presque) comme les autres, l'on n'a en rien amélioré le sort des animaux.

Des aurochs, mouflons, sangliers, chevaux, ânes et onagres, des oies, des canards, coqs et autres oiseaux, destinés à suppléer les aléas de la chasse, furent, en des temps bien plus lointains que nous le supposons, capturés par les humains. Le phénomène, concomitant, se retrouve de la Chine au grand Nord, avec des variantes dues aux possibilités locales, conduisant à domestiquer l'éléphant, le chameau ou le renne.

Domestication

De simples réserves de nourriture, ces animaux, transformés par la captivité et une sélection génétique empirique, deviennent les bovins, ovins, caprins, suidés, équidés et volailles que nous connaissons. Ils fournissent, outre la viande, le cuir, la laine, le lait, tirent les charges et aident à la guerre. L'abeille pollinisatrice et productrice de miel, le bombyx fabricant de soie, passent à leur tour sous la domination humaine, tout comme certains poissons, la moule ou l'huître. Le chien et le guépard viennent aider le chasseur humain. Le chat, mais aussi la genette, la belette ou la mangouste, se glissent dans sa familiarité, parce qu'ils éloignent rongeurs et serpents. Souvent, l'exploitation se teinte de tendresse. L'homme se prend à aimer son cheval, son chien, son chat et lui assure une vie heureuse. Parfois, l'État s'en mêle, et la politique. Les haras nationaux naissent des besoins de remonte de la cavalerie, les écoles vétérinaire de Lyon et Alfort de la nécessité de lutter contre des épizooties qui mettent en danger l'approvisionnement des villes en viande, Napoléon régleme l'élevage des mérinos parce qu'il faut de la laine pour les uniformes. Enfin, l'exil intérieur de la noblesse légitimiste repliée sur ses terres favorise l'épanouissement des races qui font encore la gloire du salon de l'Agriculture.

Curieusement, l'historiographie s'est peu intéressée à l'étude de la domestication et de l'élevage, perdant de vue combien ces pratiques influent sur les civilisations, l'économie, les comportements, les modes, et même sur les victoires ou les défaites. Paru pour la première fois en 1990, récemment réédité, l'essai de Jean-Pierre Digard, *L'Homme et les Animaux domestiques*, constitue, du moins en français, un essai unique en son genre, par le panorama qu'il propose et qui incite à poser une question évidente : que serait-il advenu de l'humanité si elle n'avait disposé de ces auxiliaires serviables et corvéables envers lesquels elle ne s'est jamais sentie très redevable ?



Il fallut cependant attendre Descartes et Malebranche, inventeurs de la notion d'animal machine, qui reprenait une vieille trouvaille des juristes romains sur l'esclave outil parlant, pour que l'on théorise, au nom d'une déplorable conception de la science, le droit de maltraiter en toute bonne conscience l'animal, décrété privé de conscience, de sentiments, et même de capacité à souffrir, absurdité cruelle dont le plus ignare des paysans eût démontré l'innuité à tous les cartésiens de l'univers... L'on sait aujourd'hui la perversité et la fausseté de l'assertion, sans qu'il soit possible d'en convaincre ceux qui ont intérêt à l'accréditer parce qu'elle sert leurs intérêts financiers et professionnels. Admettre qu'un animal torturé ressent une souffrance physique doublée d'une terrible détresse morale compliquerait en effet diablement le quotidien de certains.

Souffrance animale

Alexandrine Civard-Racinais avec son *Dictionnaire horrifié de la souffrance animale*, dresse un bilan à l'extrême limite du supportable, mais qui a le terrible mérite d'exposer des pratiques parfaitement intolérables. Au demeurant, il ne s'agit pas de dénoncer les éleveurs, ni de culpabiliser les mangeurs de viande que nous sommes, mais de faire remarquer que l'on peut être carnivore sans rendre la vie et la mort

de celui que l'on mange odieuses et effroyables. Conditions carcérales ignobles de l'élevage intensif, qui n'améliorent certes pas la qualité des œufs, des volailles ou du jambon, abattage inhumain, qui ne concerne pas, hélas, le seul phénomène *halal*, prétendues coutumes locales qui justifient l'injustifiable, spectacles de cirque ou pseudo-médiévaux dans lesquels les animaux sont maltraités, retour à des chasses "traditionnelles" qui aboutissent à infliger au gibier une terrible agonie, sans parler des détraqués filmant et mettant en ligne sur Internet le martyre infligé à un chien ou un chat, dévident, de A à Z, une écoeurante litanie de la bêtise humaine. Toute sensiblerie mise à part, il serait temps d'y mettre fin, parce que la maltraitance des animaux conduit, un jour ou l'autre, à celle des humains. Aimer les animaux n'équivaut pas à une forme de misanthropie ni à une pitoyable tentative pour compenser un manque affectif, mais plutôt à une conscience aiguë de la dignité humaine et des devoirs de l'humanité envers les autres êtres vivants. Cette évidence est au centre d'un plaidoyer bref mais circonstancié du philosophe Dominique Lestel, *L'animal est l'avenir de l'homme*. Comment et pourquoi la place faite aux animaux dans la société, les droits qui leur sont accordés, les responsabilités incombant envers eux aux humains sont-ils des critères de la qualité morale d'une civilisation ?

Pourquoi a-t-on tendance à dénigrer les défenseurs de la cause animale ? Quel danger y aurait-il à reconnaître, ce que savent tous ceux qui possèdent un animal, que celui-ci est unique et capable d'éprouver des sentiments ? À quels groupes de pression se heurtent ceux qui veulent plus d'humanité dans le traitement réservé aux bêtes ? Autant de questions traitées avec intelligence, et humour, dans ces pages percutantes.

Singularités humaines

Il ne faut pas, toutefois, s'y tromper : accorder plus de droits aux bêtes, démarche justifiée et louable, signifie, dans l'esprit de certains, remettre en cause le statut et les droits des humains, ce qui est tout à fait différent, sous prétexte que l'homme n'est, au fond, qu'un animal parmi les autres doté de capacités que l'on commence à découvrir, plus ou moins développées, chez d'autres. Ce sont souvent les mêmes qui s'insurgent, à bon droit, contre l'expérimentation inutile sur des primates, mais la justifient sur des embryons humains, s'indignent à juste titre des souffrances gratuites infligées dans les laboratoires ou les abattoirs, mais prônent l'avortement des enfants mal formés et l'euthanasie des grands malades. Tout cela afin de lutter contre un anthropocentrisme hérité d'un christianisme haï. Autant de détails à ne jamais perdre de vue lorsque se pose la question

qui sert de titre à l'étude du biologiste éthologue Yves Christen, *L'animal est-il une personne ?* L'on répondra oui s'il s'agit de définir l'animal comme un individu, unique, inconfondable, doué de qualités et attributs propres, qui rendent impossible de le remplacer à l'identique par un autre membre de son espèce. Oui encore si l'on admet, comme Christen le démontre avec talent et passion, qu'il est capable de communiquer, avec les siens comme avec les humains, de ressentir du plaisir, de la joie, de la peur, de l'affection, de la jalousie, de la haine, de protéger les siens, et même de rire, ce qui semble être le cas des rats... Toutes capacités qui incitent, en effet, à le traiter avec le plus grand respect. Faut-il pour autant placer un chimpanzé sur le même plan qu'un jeune enfant ou un primitif ? Et refuser à l'homme la capacité de penser la vie, la mort, l'amour, et l'existence de Dieu en des termes qu'aucun animal, à part lui, ne peut concevoir ? Mais on entre là, précisément, dans ces aspects métaphysiques qu'il convient d'éluder...

Échange d'amabilités

Certains animaux sont plus aimables que d'autres. Crucifier une chouette ou une chauve-souris à la porte d'une grange, traquer les loups ou les ours jusqu'à extermination de l'espèce allait de soi. Pourtant les "sales bêtes" ne sont pas toujours celles qu'on croit. Jacques A. Bertrand trace les portraits incisifs, drôles, méchants, profonds, excessifs et misogynes de dix-huit créatures méconnues et mal aimées, et d'une dix-neuvième, l'homme, incontestablement la pire du lot, qui reproche aux précédentes tous les vices, les cruautés et les tares dont lui-même se rend quotidiennement coupable. Il y a là matière à réflexion.

Longtemps, le chat, surtout s'il était noir, s'est retrouvé catalogué parmi ces créatures que l'on exterminait sans vergogne. Ce qui n'empêchait pas nombre d'humains, artistes et délicats, de célébrer sa grâce, sa beauté, son mystère. Frédéric Vitoux, biographe du chat de Céline, était bien placé pour proposer un *Dictionnaire amoureux des chats*, qui fait la part belle aux peintres, poètes et écrivains, sans occulter la part d'ombre et de tristesse qui entoure les petits félins dans leurs relations avec les hommes. ■

Anne Bernet

- ✓ Jean-Pierre Digard, *L'Homme et les Animaux domestiques*, Fayard, 325 p., 24 €.
- ✓ Alexandrine Civard-Racinais, *Dictionnaire horrifié de la souffrance animale*, Fayard, 180 p., 12 €.
- ✓ Dominique Lestel, *L'animal est l'avenir de l'homme*, éditions Fayard, 190 p., 16 €.
- ✓ Yves Christen, *L'animal est-il une personne ?*, éditions Flammarion, 535 p., 24 €.
- ✓ Jacques A. Bertrand, *Les Sales bêtes*, Julliard, 130 p., 15 €.
- ✓ Frédéric Vitoux, *Dictionnaire amoureux des chats*, éditions Plon, 720 p., 24 €.

❏ ANNIVERSAIRE

Il y a 140 ans, la Commune

L'insurrection de la Commune s'acheva en mai 1871 par une semaine sanglante. Cent quarante ans plus tard demeure le souvenir d'une cassure entre deux France, celle des ouvriers et celle des bourgeois.

Les républiques en France ne sont jamais nées dans le calme. Elles ont toujours dû se faire apprécier selon leur aptitude à venir à bout, fût-ce en tirant sur le peuple, des désordres que leur faux ordre, l'ordre bourgeois, avait engendrés dans le pays. N'évoquons même pas la 1^{ère}, née tout simplement dans et de la Terreur. Les plus récentes n'échappèrent pas à la règle, la IV^e se nourrissant péniblement des affres de l'Épuration et la V^e devant de n'être pas morte au bout de moins de dix ans à la seule répression implacable et sauvage qu'un chef de l'État dont on aime mieux taire le nom infligea à la population française d'Algérie...

Paris en colère

Adolphe Thiers, "Monsieur Thiers", fut un de ces hommes dans les années 1870, qui se chargea de rendre la III^e république acceptable parce qu'il sut faire régner l'ordre à tout prix. Il faut rappeler que l'hiver 1870-1871 est restée longtemps comme "l'année terrible" dans le souvenir des Français. On avait dès le 4 septembre renversé l'empire de Napoléon III, mais la guerre lancée à la légère et sans préparation contre la Prusse par l'empereur n'était pas terminée. Nos armées levées à la hâte étaient battues tour à tour tandis que Paris assiégé mourait de faim et de froid, et des bombardements commencèrent le 5 janvier, quelques jours avant le 18, jour où Guillaume 1^{er} de Prusse se fit proclamer empereur d'Allemagne dans la Galerie des Glaces à Versailles. Suprême humiliation pour la France. La Grande Allemagne naissait pour le malheur de l'Europe entière.

Thiers désirait la paix, contrairement au "fou furieux" Léon Gambetta qui avait désapprouvé l'armistice et qui dut alors démissionner du gouvernement de la Défense nationale. Tandis que l'insurrection couvait dans Paris, le suffrage universel trancha en faveur des conservateurs monarchistes le 8 février en envoyant à l'Assemblée nationale quatre cents légitimistes ou orléanistes sur six cent cinquante députés. Le rusé Thiers, qui n'était pas à un retournement de veste près, fit admettre l'idée que l'on remit à plus tard la question du régime, car il pensait ainsi habituer les esprits à « *la république, le régime qui nous divise le moins* » disait-il... La révolte qui éclata à Paris à ce moment-là lui donna l'occasion de s'affirmer comme un sage et un homme à poigne ce qui plaisait particulièrement à la bourgeoisie.

La tragédie de la Commune commença le 18 mars quand l'Assemblée nationale décida de siéger à Versailles. Paris "décapitalisée" se



La chute de la colonne Vendôme photographiée par Eugène Disderi

rebiffa et quand Thiers envoya la troupe reprendre les canons sur les hauteurs de Belleville et de Montmartre, les Parisiens, pensant que ces canons étaient leur propriété, s'insurgèrent. La troupe était peu sûre et de fait elle fraternisa avec les émeutiers laissant fusiller les généraux Lecomte et Clément Thomas. La population ouvrière (car les bourgeois avaient déjà fui...) avait tous les éléments de la sans-culotterie.

Le temps des cerises

« *La révolution "patriote", dit Jacques Bainville, s'associait bizarrement à l'Internationale socialiste, la vieille conception jacobine de la Commune à des idées de fédéralisme communal fort éloignées de la république une et indivisible. Le fonds général c'était l'esprit d'émeute* » encore aggravé par l'exaspération causée par la faim, l'inconfort et les travaux urbanistes du baron Haussmann qui lui avaient arraché son espace urbain. Qui plus est, cette population ouvrière abandonnée à elle-même et à sa misère par le libéralisme économique d'alors n'avait aucune éducation religieuse ni morale. Tout ce qu'il fallait pour former une proie facile pour les agitateurs de tout poil et les aventuriers en tout genre.

La "fête" dura presque deux mois sous les yeux de l'occupant allemand, devant qui Thiers eut quand même le bon goût de ne pas ac-

cepter l'aide que Bismarck lui proposait. Les Communards fusillèrent ou massacrèrent des quantités d'otages. On votait à tour de bras pour maintenir la tension, c'était vraiment la démocratie directe, le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple, avec tout ce que cela comportait d'autogestion, et de surexcitation, sur l'air de la ritournelle d'alors, *Le Temps des cerises*.

Puis le 21 mai les "versailleurs" entrèrent dans Paris. Les insurgés furent refoulés quartier par quartier. Et commença ce que l'on a appelé la semaine sanglante au cours laquelle, dans une atmosphère réellement apocalyptique, les Communards incendiaient monuments et rues pour ralentir l'avancée de la troupe. Ainsi fut renversée la colonne Vendôme, brûlèrent le palais des Tuileries, le palais de Justice où la Sainte Chapelle fut épargnée de justesse, le palais d'Orsay, l'Hôtel de Ville, le Mobilier national. La bibliothèque de l'Hôtel de Ville et la totalité des archives de Paris furent anéanties ainsi que tout l'état civil parisien. Lisons Bainville : « *Dans les deux camps l'acharnement fut extrême. La rigueur de cette répression n'avait encore jamais été égalée. Il y eut 17 000 morts, des exécutions sommaires, plus de quarante mille arrestations. Les conseils de guerre prononcèrent des condamnations jus-qu'en 1875. Et loin de nuire à la république cette sévérité la con-*

Anatole France, une figure réactionnaire



Grande voix du dreyfusisme, Anatole France fut pourtant accueilli avec enthousiasme par Maurras ou Barrès.

QUE RESTE-T-IL d'Anatole France ? Un violent pamphlet du jeune Aragon, *Avez-vous déjà giflé un cadavre ?*, un portrait en sceptique médiocre sous le nom de Saint-Marin dans *Sous le soleil de Satan* de Bernanos, et puis... *Les dieux ont soif*, sans aucun doute, roman dont Pierre Boutang affirmait qu'il était toujours « *utile* » - c'était le mot exact qu'il employait, me semble-t-il - pour combattre l'idéologie révolutionnaire (ce roman prophétique annonce en effet toutes les terreurs qui devaient s'abattre sur le pauvre XX^e siècle, terreurs dont l'atroce et cruel jacobinisme a été la matrice).

Critique de Rousseau

Quoi qu'il en soit, il serait dommage de ne retenir de l'écrivain que le dreyfusard socialisant, pilier de la république, honoré du prix Nobel de littérature. Anatole France... AF... Avec un aussi joli nom et d'aussi belles initiales, il serait regrettable de ne pas aller plus loin et, en l'occurrence, de ne pas prendre pour guide Guillaume Métayer qui lui consacre une étude inspirée : *Anatole France et le nationalisme littéraire*. Chercheur au Centre d'étude de la langue et de la littérature françaises des XVII^e et XVIII^e siècles au CNRS, auteur d'un excellent *Nietzsche et Voltaire* (Flammarion, 2011) préfacé par Marc Fumaroli, traducteur du hongrois et de l'allemand, ce jeune normalien - il est né en 1972 - et agrégé de lettres classiques témoignant de goûts littéraires et philosophiques particulièrement sûrs, il importera de suivre son parcours.

Nous avons oublié aujourd'hui la ferveur avec laquelle l'œuvre d'Anatole France a été accueillie dans les milieux nationalistes barrésiens et maurrasiens. Ce n'est pas sans raison,

en effet, que le critique Jacques Roujon pouvait qualifier l'auteur du *Lys rouge* d'« *homme le plus réactionnaire du monde* », donc, le plus lucide et réaliste qui soit. Son « *pessimisme anthropologique* » ne l'a-t-il pas rendu imperméable aux dangereuses billes rousseauistes et progressistes ?

Que l'on en juge par quelques citations : « *Il [Rousseau] a dit aux hommes : les hommes sont nés bons et heureux. La société les a rendus malheureux et méchants. Ils retrouveront le bonheur en retournant à la nature. Alors les reines se sont faites bergères, les ministres se sont faits philosophes, les législateurs ont proclamé les droits de l'homme et le peuple, naturellement bon, a massacré les prisonniers dans les prisons pendant trois jours.* » Mais encore : « *Jean-Jacques Rousseau, qui montra quelques talents, surtout en musique, était un jean-fesse qui prétendait tirer sa morale de la nature et qui la tirait en réalité des principes de Calvin.* » Enfonçons le clou : « *la République, c'est le règne de la laideur* », « *la République est essentiellement mauvaise* ».

Foncièrement classique et latin, amoureux de l'ancienne France, l'ami de Gyp, Lemaître et Paul Bourget sut maintenir, comme le dit Maurras, le style, le goût et l'esprit français. Nous ne pouvons qu'adhérer aux propos du maître des Martigues : « *On pourrait mener une campagne complète d'Action française en se servant exclusivement de phrases tirées des œuvres d'Anatole France.* » Chiche ! ❏

Louis Montarnal

✓ Guillaume Métayer, *Anatole France et le nationalisme littéraire - Scepticisme et Tradition*, Le Félin, 256 p., 25 €.

solida. » Oui, "Monsieur Thiers" avait gagné son pari et les monarchistes pourtant majoritaires, mais divisés entre légitimistes et orléanistes, ne purent accoucher que de la république qui s'établit pour de bon en 1875 avec l'amendement Wallon dont nous avons déjà parlé ici. Toute cette histoire nous rappelle la phrase d'Anatole France : « *La république gouverne mal mais elle se défend bien.* » Ajoutons qu'elle ne sait même que se défendre...

La Commune a laissé dans l'esprit des Français des images d'horreur. Reconnaissons que les Communards ne furent pas des enfants de chœur. Ce sont eux qui fusillèrent M^{re} Georges Darboy, archevêque de Paris, et qui démolirent une partie du patrimoine historique parisien. N'empêche

que sa répression implacable ne fut pas du goût des catholiques sociaux comme le comte Albert de Mun ou René de La Tour du Pin, marquis de La Charce qui, eux, même servant dans le camp versaillais, plaçaient le drame à son vrai niveau, celui d'une cassure entre deux France, celle des ouvriers et celle des bourgeois, la première réduite à l'état de bêtes sauvages par l'égoïsme et l'utopie libérale sans cœur de la seconde. Plus que la répression de "Monsieur Thiers", l'érection commencée en 1873 d'une basilique du Sacré-Cœur à Montmartre sur les lieux mêmes où se commirent tant de crimes et de sacrilèges, cette année-là, contribua à la restauration du tissu social . ■

Michel Fromentoux

ACTION FRANÇAISE

Éclairer la rumeur du "non"

« *C'est à la Jeanne soldat, bien sûr, mais peut-être avant tout à la Jeanne politique* » que l'Action française a rendu hommage le 9 mai. Discours de François Marcilhac prononcé place des Pyramides.



Place des Pyramides, le 9 mai 2011, de gauche à droite :
Élie Hatem, Stéphane Blanchonnet, François Marcilhac, Jean-Baptiste de l'Aviath

L'Action française ne s'est jamais approprié la figure de la Pucelle d'Orléans, mais, invitant tous les patriotes, qu'ils soient royalistes ou non, à défiler avec elle, elle est la seule, je dis bien la seule, à rendre un hommage national spécifique à celle qui demeure la figure tutélaire de tous les Français.

Rassembler les Français

C'est à la Jeanne soldat, bien sûr, mais peut-être avant tout à la Jeanne politique au sens vrai, au sens noble du terme, que l'Action française, organisation politique et non confessionnelle, rend hommage, à celle qui, suivant une intuition divine, sut conduire le "gentil Dauphin" à Reims pour le faire sacrer roi. Cette Jeanne-là n'est évidemment pas exclusive des autres dimensions de la sainte de la Patrie. Mais elle est la seule qui soit susceptible de rassembler les Français de toutes origines, des Français "de toujours" aux Français par le sang versé, des Harkis et fils de Harkis à nos compatriotes de Mayotte-la-Française qui, enfin cette année, ont acquis la certitude de demeurer Français à l'issue d'une lutte de plusieurs décennies. Leur victoire, c'est aussi celle de l'Action française et plus particulièrement la victoire posthume de Pierre Pujo. En ces temps d'incertitude pour l'avenir de notre pays, le combat mené par Jeanne, il y a près de six siècles, demeure actuel. Il ne s'agit plus aujourd'hui de bouter l'Anglais hors de France, même si, lorsqu'on lit les enseignes ou qu'on entend parler les *media*, voire certains ministres, on est en droit de s'interroger... Mais nous avons affaire aujourd'hui à un ennemi plus subtil : nos propres élites,

ayant majoritairement choisi les Bourguignons contre les Armagnacs, sont coupées d'un peuple qu'elles méprisent. Ce qui est en jeu, c'est non seulement la perte de notre indépendance, mais avec, celle de notre âme. Ce qui est en jeu, c'est « *la France des Bourbons, de Mesdames Marie, Jeanne d'Arc et Thérèse et Monsieur Saint Michel* » que nos élites veulent dissoudre dans une Europe soumise aux lois de la finance internationale.

Les armes employées

Chacun connaît les armes employées : des lois liberticides qui interdisent aux Français de se défendre par la parole ou l'écrit, une idéologie antiraciste totalitaire, une immigration massive qui pèse sur les salaires tout en favorisant le communautarisme, la dilution de notre héritage national sur les plans culturel et religieux, enfin, la soumission de plus en plus grande de notre pays aux décisions de Bruxelles ou de la cour de Luxembourg. « *Ne vous laissez pas voler votre non !* » titrait avec prescience l'Action Française au lendemain de la victoire de 2005 contre le traité constitutionnel : c'est fait, malheureusement, et l'Europe a soumis notre pays comme jamais fait au cours de son histoire. Les Français ne sont plus maîtres de leur législation. Aujourd'hui, au sein du pays réel, se dessine un grand mouvement de refus. La rumeur d'un "non", plus radical que le précédent, et que les Français, cette fois, ne semblent pas disposer à se laisser voler, affole nos élites. Il appartient à l'Action française non seulement d'accompagner ce mouvement mais aussi et surtout de

l'éclairer. Dans l'attente de la solution royale, vers laquelle nous devons guider nos compatriotes, nous devons opposer aux menaces qui pèsent sur notre pays, tel un rempart, un nationalisme aussi tranquille que déterminé, aussi intransigeant sur la défense de notre première liberté, l'indépendance de la patrie, qu'ouvert à l'universel. Opposés à toute caricature identitaire, qui fait trop souvent l'impasse sur la nation, nous savons que la France est, au temporel, le plus précieux de nos biens et que tous ceux qui veulent persuader les Français du contraire n'ont qu'une idée en tête : leur voler leurs libertés concrètes et, par-delà, leur âme.

La formation sur les pas des chouans

L'année qui vient sera riche en événements politiques. L'Action française se déterminera en fonction de la France seule, c'est-à-dire du seul intérêt national. Il nous appartiendra de prendre toutes nos responsabilités de citoyens pour agir et peser sur les événements. Chaque militant d'AF, chaque patriote, chaque Français doit se sentir mobilisé. Personne n'est inutile. Chacun peut agir à son niveau. Pour les jeunes, le premier devoir est de se former. Leur mobilisation commencera dès cet été, en Vendée, sur les pas des premiers résistants au totalitarisme moderne : *rien* ne doit les empêcher de participer, du 21 au 28 août, au camp Maxime Real del Sartre, l'université d'été de l'Action française. Comme le disait Charrette à ses officiers, « *Sommes la jeunesse du monde, messieurs !* » Vive la France, vive le Roi ! ■

François Marcilhac

ALLIANCE ROYALE

Les propositions d'un parti royaliste



L'Action française poursuit une stratégie différente de celle de l'Alliance royale, en pratiquant notamment le "compromis nationaliste". Elle surveille néanmoins ses travaux d'un œil attentif. D'autant qu'en dépit de l'ambiguïté des termes, la « *démocratie équitable* » prônée par ce parti royaliste n'est pas sans faire écho à quelques thématiques chères à l'AF.

L'ALLIANCE ROYALE a publié en 2011 son premier *Livre Bleu* traitant « *de la souveraineté et de la démocratie équitable* ». Elle entendait ainsi apporter une critique royaliste actualisée et offrir des pistes de réformes adaptées au XXI^e siècle. Le premier chapitre concerne l'Alliance royale elle-même, un mouvement qui a pour objectif d'occuper un espace jusqu'à présent abandonné par les royalistes : celui des élections. « *Rendre visible* » les monarchistes, telle est l'ambition de l'Alliance.

Le deuxième chapitre de l'opuscule est un condensé de témoignages : un étudiant, un militaire, un diplomate, etc. L'un après l'autre, chacun vient apporter un éclairage différent à leur conclusion commune : si « *les rois ont fait la France, elle se défait sans roi.* » Tant sur le plan de la politique interne, que sur le terrain militaire où l'armée se délite, ou au niveau des relations internationales où la France perd chaque année du terrain et voit son rayonnement diminuer. Sur le plan de l'écologie, la République gangrénée pas des idéologies antagonistes ne peut mener une politique sur le long terme. Le jeu de l'immédiat, des passions et de l'éphémère conduit également à voir s'imposer des lois contraires aux valeurs de la dignité humaine alors que les conséquences sont terribles sur le long terme. Enfin, un constat s'impose : il n'y a pas en France un arbitre qui défende les libertés. Les institutions dérivent lentement vers une tyrannie technocratique où les *lobbies* font les lois.

La conclusion est une évidence : c'est le roi qui est le garant de la dignité humaine, parce qu'il n'est pas le jouet des lames de fond idéologiques qui traversent les républiques. Le roi est le garant des libertés parce que au-dessus des partis et des antagonismes. Il est cette figure tutélaire qui équilibre les rapports de force que la République ne sait contenir. Le roi, enfin, est le protecteur de l'environnement, parce qu'il est le dépositaire du royaume qu'il transmet à la prochaine génération.

Vient alors la troisième partie du livre, consacrée aux propositions institutionnelles de l'Al-

liance royale. Elles sont introduites par une distinction faite entre démocratie et souveraineté. Alors que les deux sont confondues dans le mythe républicain, le *Livre bleu* de l'Alliance royale pulvérise cette chimère en démontrant combien le régime des partis a profondément affaibli la notion de souveraineté pour aboutir à une technocratie incapable de défendre les intérêts souverains de la France. « *La souveraineté du peuple est un mythe* » proclame l'opuscule qui rappelle que « *l'essence de la souveraineté est monarchique* » justement parce qu'elle doit être incontestable et au-dessus des clivages.

De là, des propositions formulées par le *Livre bleu* qui cherche à assainir le rapport tant à l'autorité qu'à la représentation. L'autorité retrouverait toute sa « *noblesse* » dans l'institution monarchique, appuyée par des institutions à créer. Le Haut Conseil, nommé par le roi, seconderait ce dernier dans ses missions authentiquement régaliennes. Le ministre d'État et la garde des Sceaux appartiendraient tous deux au gouvernement mais seraient nommés par le roi. Le reste du gouvernement serait nommé par le Premier ministre, lui-même nommé par le roi, qui présenterait sa politique générale tant à ce dernier qu'au Parlement. C'est au niveau du Parlement que l'on retrouve la grande innovation proposée par l'Alliance royale : partant du constat que l'Assemblée nationale ne représente plus les Français, le parti royaliste propose de changer le mode de scrutin d'élection des députés : plutôt que de représenter des partis politiques, comme c'est le cas actuellement, les députés représenteraient les « *forces vives de la nation* ». Quatre grands collèges électoraux seront ainsi formés : les familles, les entrepreneurs, les employés et les régions. Ainsi, un père de famille habitant en Bretagne et employé de bureau pourrait voter dans trois collèges différents. C'est la *démocratie équitable* qui mettrait fin à la mainmise hégémonique des partis politiques sur le pouvoir. Des propositions actuelles pour une France du XXI^e siècle, voilà ce que présente l'Alliance royale. Des propositions sur lesquelles sympathisants et militants d'Action française auront tout intérêt à se pencher, plutôt que lorgner sur leurs rivaux nationaux-républicains, pour forger le compromis royaliste de demain. □

Stéphane Piolenc

✓ Édité par Alliance royale, 15 €.

❑ LITTÉRATURE

Steinbeck, Américain visionnaire

Prix Nobel de littérature en 1962, l'écrivain américain John Steinbeck (1902-1968) mérite d'être lu et relu. On s'intéressera tout particulièrement au *Règne éphémère de Pépin IV*, paru en 1957.

Nous courons le ridicule tant l'assertion est banale en reconnaissant que John Steinbeck nobélisé en littérature, est l'un des plus grands écrivains américains, des plus grands écrivains tout court. À *l'Est d'Eden* enchantant notre jeunesse ; un livre cathédrale, fondement brut jailli tout droit de la conscience américaine. Un livre dressé comme une stèle à la mémoire de tout un peuple. Avec *Des souris et des hommes* et *Les Raisins de la colère* portés au cinéma comme dans un triomphe définitif, Steinbeck entre dans le Panthéon littéraire que tout honnête homme se doit de connaître.

Géographie des écrivains

La géographie des écrivains est un royaume circonscrit. Bernanos évolue dans l'Artois, quand Mauriac évoque les marges des Landes. Leurs romans adoptent pour cadre ces paysages de l'enfance. Cette vérité assez universelle, se retrouve chez Steinbeck. Pour lui, le plus souvent, il s'agira de la vallée de la Salina, en Californie, une vallée d'agrumes où survivent plus que vivent ses héros, de pauvres hères errants, ouvriers agricoles, sortes de malheureux souffrant que n'auraient pas rejetés Bernanos. Steinbeck a pourtant commis quelques infidélités à cet univers un peu clos. Jeune, il a fréquenté les écrivains américains qui peuplaient, autour de Gertrude Stein, les cafés de Montparnasse. Ce souvenir lancinant, confine à la nostalgie et en 1957 il publie un petit roman, *Le Règne éphémère de Pépin IV* qui étonne tout lecteur un peu curieux plongé dans sa bibliographie. Un roman qui a pour cadre Paris et la France ! Ce n'est pas bien sûr le plus grand livre de Steinbeck, mais le ton comme le thème méritent le détour.



1957 donc. Marasme en France où la IVe République agonise sous le poids conjugué de l'instabilité gouvernementale et de la décolonisation. Le dépôt de bilan sera pour mai de l'année suivante. Désordres habituels et cycliques, crises du régime que les Français traversent comme un entraînement au stoïcisme depuis quelques décennies. Steinbeck perçoit par ricochets ces troubles, ces ondes agitées de la société française. Lui-même rencontre alors des soucis provoqués par le maccarthysme, la chasse aux sorcières. Le FBI le fait passer pour communiste, tandis que des intellectuels marxistes lui reprochent de ne pas s'être rendu au dogme de la lutte des classes et veulent le

réduire à la dimension d'un petit auteur régionaliste. Épuisé, lassé par ce qu'il désigne la « *racaille littéraire* » de New York, Steinbeck fuit l'Amérique pour un tour d'Europe en février 1952, et un autre en 1953. Mais c'est bien aux États-Unis qu'il se lance à la Noël 1954 dans ce petit livre intitulé *Le Règne éphémère de Pépin IV*. Tout le récit est sous-tendu par la déception démocratique, le héros, Pépin Héristal, descendant des Carolingiens est appelé sur le trône de France, tant les disputes parlementaires épuisent les parlementaires eux-mêmes. On est à la fois dans une comédie musicale pour la forme et dans un conte ou un roman d'anticipation pour le fond. C'est une curiosité.

Ce livre parle aux royalistes de 2011 et c'est pour cela que vous allez l'acheter, peut-être le lire. Nous en faisons le pari.

Tourné vers le ciel

Vous vous attacherez à ce Pépin Héristal qui vit de sa vigne bourguignonne mais ne se plaît que dans l'observation des astres sur son toit, à la lunette. Les pieds dans la terre et la tête dans les étoiles, c'est une rareté, un poète. La politique lui tombe dessus, lui prend son temps et l'arrache à ses tranquilles habitudes. Vous rirez du traitement qu'inflige Steinbeck à tous les partis, à toutes les idéologies. Ce petit livre est un massacre des idées reçues et pose à

nous, hommes et femmes d'AF, la question de la restauration de la nation par le roi et des institutions à reprendre. Steinbeck s'interroge sur les principes transcendants qui pourraient redonner du sens à la nation, se trouvant engagée dans le projet d'une renaissance fondée sur les premiers principes du christianisme.

Clichés sur la France

Certes Steinbeck cède à tous les poncifs qui résument la France et les Français : goût pour le vin, le fromage et la haute couture. Pépin, devenu roi s'interroge sur la nécessité de lois somptuaires afin de gagner en sobriété dans une société un peu bling-bling, pas encore synonyme de sarkosiste. Tandis que ses ministres roulent en limousine, il opte pour le scooter. C'est son côté un peu "bobo" mais peut-être visionnaire... Reste que le livre gagne vite en profondeur et témoigne comme en écho, sans jamais les citer, de la défaite de Dien-Bien Phu, jusqu'aux accords de Genève. Steinbeck assure: « *Ce qu'on a appelé en d'autres pays instabilité est en France un genre de stabilité [...]* Les royalistes de France n'avaient jamais renoncé [...] Le parti royaliste, bien qu'il ne fût ni nombreux, ni riche, ni éloquent, se serrait les coudes et était d'un dévouement passionné. » La seule difficulté qu'évoque Steinbeck est la personne du Prétendant, mais la Providence aidée par la politique va pousser Pépin Héristal à devenir Pépin IV. Et Steinbeck, sans rire, va dresser les mérites de cet homme et du principe qu'il incarne sous le sceau du bon sens. Livre étonnant donc, surgit par hasard dans l'œuvre d'un auteur à des années lumière des préoccupations françaises, mais qui, l'espace de quelques pages étendit son talent à montrer de quelle manière la France exprimait le mieux son génie. Et, comme le surgissement du réel dans la fiction, si mai 1958 n'eût pas recours à la monarchie, les Français firent tout de même appel à De Gaulle, un peu comme à un régent, et à défaut d'un Pépin IV. ■

Marc Savina

QUOTAS

L'affaire Blanc

Le monde du football tremble et fait couler de l'encre. Quel est donc le "scandale" qui offusque les médias et les personnalités du monde du football ?

Tout a commencé le 8 novembre 2010. Ce jour-là, une réunion se tient entre les hauts dirigeants techniques de la fédération française de football (FFF). Un sujet sensible est abordé : 30 % (approximativement) des jeunes des centres de formation qui ont la bi-nationalité choisissent leur pays d'origine pour aller jouer en équipe nationale. Quelle est la solution proposée par Laurent Blanc et Francis Smerecki (l'entraîneur des moins de vingt ans) ? Limiter, tout simplement, le nombre de jeunes ayant une double nationalité, mais de manière non officielle. Une autre problème se pose,

déoulant du premier : par qui remplacer le joueurs évincés ? Par des blancs ? Bien sûr que non. Puisque les critères de sélection sont stricts, et c'est ce que relève Laurent Blanc, « *on a l'impression que l'on forme le même prototype de joueurs : grands, costauds, puissants. Qu'est ce qu'il y a actuellement comme grands, costauds, puissants ? Les blacks !* » Ces derniers propos lui seront fatals, le déchaînement médiatique peut commencer ! Et qui est en première ligne ? Lilian Thuram. Le grand intellectuel moraliste et philosophe du football français, qui se permettant d'exiger des excuses de Laurent Blanc, voire sa démission. L'inquisiteur Thuram sort une fois de plus un arsenal d'arguments rébarbatifs et simplistes sur le méchant blanc raciste. Ce même Lilian Thuram qui voulait faire une photo entre "Blacks" lors de la finale de la coupe du monde (selon Christophe Dugarry et Franck Leboeuf). Mais voyez, dans un cas, c'est du communautarisme, et dans l'autre, c'est

logiquement du racisme. À l'avenir, nous conseillons à Lilian Thuram, d'éviter de donner son avis, empreint de tellement de sagesse et de justice. Qu'il arrête ses tentatives d'écriture, car ses lunettes ne lui permettent pas de s'autoproclamer fils spirituel d'Aimé Césaire.

Liberté d'expression

Mais revenons à notre histoire de quotas. Nous avons encore une fois un bel exemple de la liberté d'expression dans notre pays. Cette réunion, à huis-clos, n'était qu'un débat où a été énoncée une problématique contraignante pour l'avenir du football français. Mais, à mon sens, d'autres détails sont plus graves. En fin de discussion, Laurent Blanc prend l'exemple des Espagnols qui lui ont dit : « *Nous on n'a pas de problème. Nous, des blacks, on n'en a pas.* » À cela, Erick Mombaerts (sélectionneur de l'équipe de France Espoirs) répond : « *Mais Laurent, le phénomène que*

tu évoques, c'est tellement ancré chez nous que les petits gabarits blancs qui sont dans les pôles Espoirs, les clubs pro me les laissent sur les bras. Ils ne les prennent pas, n'importe comment, même si ce sont de bons joueurs... » Qui est discriminé ? Que la FFF ne veuille pas que les joueurs qu'ils forment partent à l'étranger, c'est compréhensible, même si la manière de le dire est indélicate. Mais où est l'égalité ? Bizarrement, la presse soumise à la Gueuse ne se manifeste pas. Il est immoral de parler de discrimination pour les Français blancs. Le football est le reflet de notre société, ancrée dans son injustice qu'une majorité ignore parce que le problème est abordé dans le mauvais sens, ce qui arrange une minorité de l'élite. Or chaque jour les valeurs républicaines d'égalité et de liberté sont réservées à une élite qui les redistribue aux Français issus de l'immigration, futurs électeurs... ■

Geoffrey Dupire

8 MAI

Jeanne célébrée par l'AF

Le 8 mai dernier, l'Action française s'est mobilisée pour célébrer le souvenir de Jeanne d'Arc. À Paris bien sûr, mais également en province. Compte rendu de quelques-unes de ces manifestations.



Le dimanche 8 mai, rue de Rivoli et place des Pyramides à Paris

Dans la continuité des années précédentes, l'Action française a rendu un vibrant hommage à Jeanne d'Arc. Le cortège traditionnel, parti de l'église de la Madeleine, était placé sous le signe de l'unité : des délégations de la Restauration nationale et du Groupe d'Action royaliste étaient présentes.

Des jeunes filles royalistes ouvraient la marche avec des gerbes de fleurs : "Action française", "Association Marius Plateau", mais aussi "Restauration nationale" et "Volontaires du Roi". Le drapeau des Camelots du Roi de Paris suivait, porté par un vendeur volontaire du GAR. Derrière la grande banderole "cortège traditionnel d'hommage à Jeanne d'Arc", les étudiants et lycéens d'AF, organisés en lignes, avaient fière allure : affiches d'AF portées ostensiblement, slogans et chants criés fortement... La jeunesse était nombreuse et rebelle ! En tête du cortège, on pouvait remarquer Stéphane Blanchonnet, président du comité directeur de l'AF, Olivier Perceval, secrétaire général du mouvement d'AF et président du CRAF, Mlle Marielle Pujo, directrice de la publication de *L'Action Française 2000*, Bernard Bonnaves et Élie Hatem, membres du Comité directeur, Frédéric Wincler, président du GAR, Portemont, des Manants du Roi, François Marcilhac, éditorialiste de *L'AF 2000*, Marc Savina, rédacteur. Ils étaient suivis par les adhérents ou sympathisants d'AF, ou encore par de

simples patriotes venus spécialement pour cet hommage à l'héroïne nationale. Se distinguaient particulièrement les jeunes et les enfants (et poussettes). Après le dépôt des gerbes de fleurs au pied de la statue de Jeanne d'Arc, place des Pyramides, François Marcilhac restitua cette fête nationale dans son histoire : les luttes de l'AF pour promouvoir ce défilé au prix de 10 000 jours de prison, sa dimension d'union de tous les patriotes loin de toute récupération. L'éditorialiste de *L'AF 2000* insista également sur nos combats actuels dans le domaine des idées (voir p. 13).

C'est sous ce grand symbole d'unité que représente Jeanne d'Arc que les royalistes et patriotes unirent leur voix pour clamer une fois encore : « *Les rois ont fait la France, elle se défait sans roi...* » Le cortège se dispersa alors... et les participants se retrouvèrent à notre permanence étudiante du 1er arrondissement pour fêter dignement Jeanne, la France et le Roi !

Toulouse

La commémoration de Jeanne d'Arc commença à 22 heures, heure tardive pour certains, mais qui permet à ceux qui le désirent de se rendre également au défilé de Paris. Une quinzaine de personnes, en grande majorité des jeunes, étaient ainsi rassemblées au pied de la statue, et trois amis

tsaristes russes ont eu l'amabilité de se joindre à nous. Un court discours fut prononcé par le chef de section, rappelant qu'il ne fallait pas désespérer en ces temps obscurs et que sainte Jeanne avait connu une situation bien plus difficile. Il convient d'avancer coûte que coûte, car « *le désespoir en politique est une sottise absolue* » (Charles Maurras). Un bouquet de lys fut déposé au pied de la statue et le groupe se dispersa, en se promettant de réaliser bien rapidement quelques actions.

Sud Ouest

La cérémonie de Bayonne, le 7 mai, a pâti des trombes d'eau. Cela n'a pas empêché nos amis présents d'écouter un discours et de trinquer à l'ordre français ! Aucune croix blanche n'étant apparue dans le ciel, n'y voyons aucun signe divin particulier... A Bordeaux, le lendemain, à l'imitation et à la suite de l'Action française, un conglomerat de groupes hétéroclites - des électoraux, des catholiques, mêlés à des laïcards ! - a célébré Jeanne-d'Arc cette année. Après un discours, une gerbe de lys blancs, ceinte de tricolore, a été déposée au pied de la statue. Une poignée de contre-manifestants pouilleux ont tenté de perturber la cérémonie, pendant que la police les réprimait mollement. Il faut voir dans cette provocation ratée une reconnaissance paradoxale du travail accompli ! ■

Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
communication@actionfrancaise.net

Président du Comité directeur d'AF Stéphane Blanchonnet	Trésorier Giovanni Castelluccio	Provinces Philippe Castelluccio
Secrétaire général Olivier Perceval	Secrétaire administratif Marie-Suzanne de Benque d'Agut	Militantisme Jean-Baptiste de l'Aviath
Secrétaire général adjoint Romain Hellouin	Formation Marc Savina	Responsable opérationnel François Bel-Ker

Conférences à Paris

▣ **Vendredi 20 mai** : "La décroissance", par Alain de Benoist.

▣ **Vendredi 27 mai** : "La loi naturelle", par Maxence Hecquard.

✓ Rendez-vous à 19 h 30 dans les bureaux de l'AF, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1er (métro Palais-Royal, entrée libre).



Alain de Benoist

Rendez-vous en Province

▣ **Nîmes** - Dimanche 22 mai à 10 h 15, cérémonie civile et militaire devant la statue de Jeanne d'Arc, place des Carmes ; à 10 h 45, messe solennelle en l'église Saint-Baudile ; à 13 heures, déjeuner à la brasserie Le Palace, place de l'Esplanade (20 euros, inscription au 04 66 76 27 57).

▣ **Nice** - Samedi 28 mai, conférence sur "le développement durable, mythes et réalités", par Étienne Dejouty. Rendez-vous à 18 h 30, chemin des Batistons à Roquefort-les-Pins. La conférence sera suivie d'un dîner sur place. Pour tout renseignement, appeler au 06 61 12 02 40.

▣ **Nantes** - Samedi 18 juin, à l'occasion d'une belle journée d'unité et d'amitié royaliste et française, Olivier Perceval et Hilaire de Crémiers prendront tous les deux la parole, au nom, respectivement, du CRAF et de la RN. Ils seront les hôtes de l'URBVM. Renseignements : urbvm@hotmail.com



Université d'été CMRDS 2011

Le Camp Maxime Real del Sarte se déroulera cette année en Vendée, au Logis Sourdy (85130 La Gaudreterie), du 21 au 28 août. Retenez dès à présent votre place ! Participation : 20 euros par jour ; 140 euros pour la semaine jusqu'au 15 juin, 160 euros après. Inscriptions au Centre royaliste d'Action française, CMRDS 2011, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 PARIS (chèques à l'ordre du CRAF). Renseignements : cmrds@action-francaise.net, 06 88 97 00 40.



Stéphane Blanchonnet
au CMRDS 2010

NAISSANCE

Nous apprenons avec joie la naissance de Clothilde, née le 21 avril 2011 et baptisée le 8 mai, fille de nos amis Xavier-Emmanuel Georgin, délégué de

l'AF dans le Var, et Claire, ancienne des Camps Maxime Real del Sarte. Nous adressons nos vœux de longue et belle vie à Clothilde et toutes nos félicitations à ses heureux parents.

□ JEAN RASPAIL

« La charité conduit au désastre »

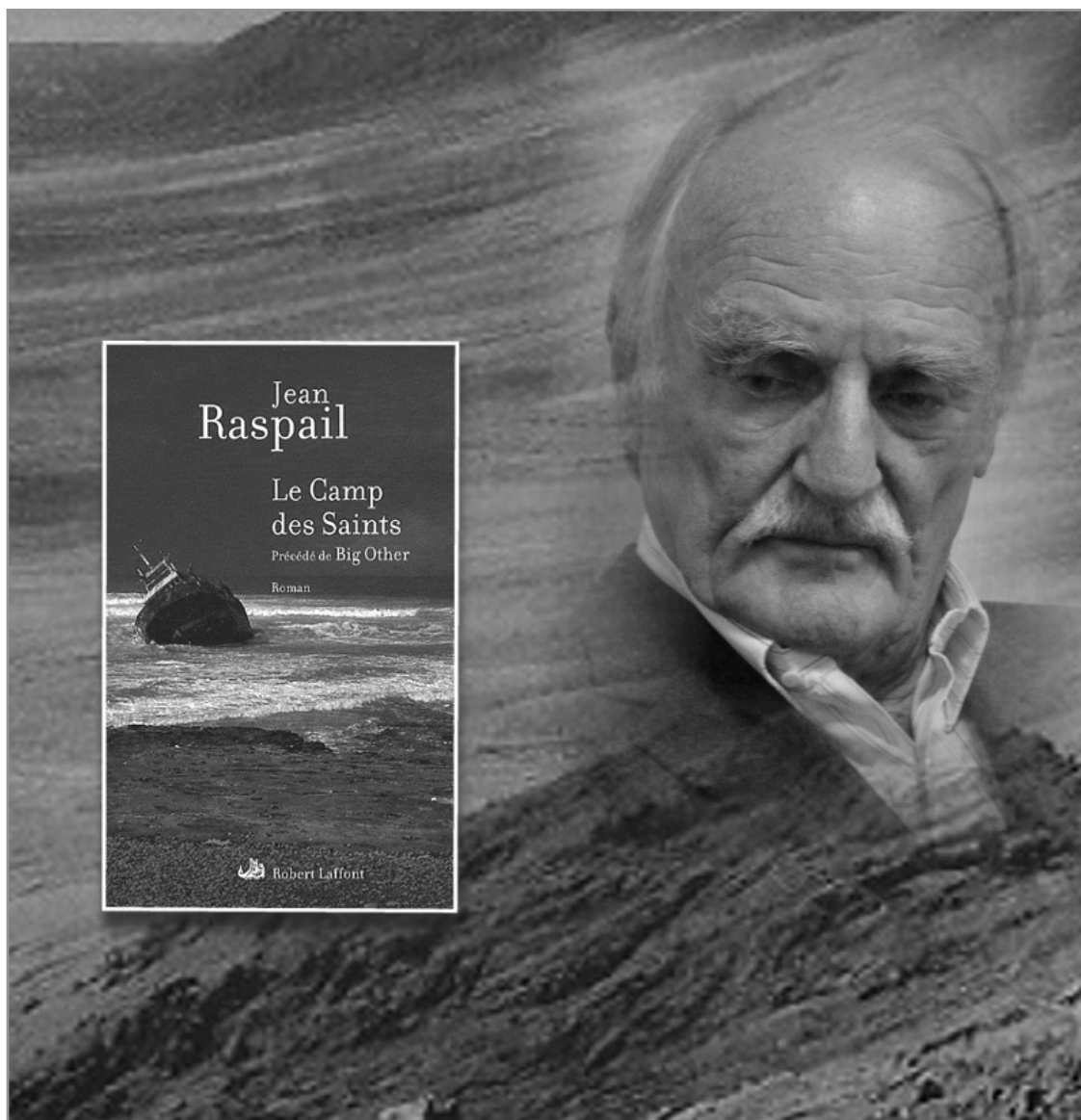
À l'occasion de la réédition du *Camp des saints*, Jean Raspail revient pour nous sur son œuvre phare. Publié pour la première fois en 1973, ce roman pointe l'immigration et ses conséquences pour la civilisation occidentale.

□ *L'Action Française* 2000 - Votre roman *Le Camp des saints*, mais également l'excellent article que vous aviez publié dans le *Figaro* le 17 juin 2004, « *La patrie trahie par la république* », décrivent avec réalisme, lucidité et un grand sens prophétique la situation très sombre de notre pays. Le salut temporel de la France, s'il est encore possible, ne passe-t-il pas selon vous par une intervention providentielle ?

□ Jean Raspail - Il me paraît en tout cas évident qu'un retour du sens de la transcendance et du sacré est indispensable au destin français. Si légitime que soit la résolution des difficultés économiques que nous connaissons, on ne peut considérer que l'horizon d'un pays se borne à de telles considérations. Un pays, c'est une longue durée, un passé, un avenir, une magnifique continuité que la République - nous sommes entre royalistes - ne peut en rien incarner. Un journaliste anglais a dit de la reine d'Angleterre - mais cela est vrai de n'importe quel souverain - qu'elle sacralise les peines, les joies et les espérances de son peuple. C'est exactement cela. Nul besoin de se référer au droit divin ou à quoi que ce soit d'autre. J'ajoute que si un tel retour devait se produire, il ne s'incarnerait peut-être pas nécessairement dans une forme monarchique. À mon sens, il n'y a toutefois pas de salut à attendre : il peut encore se passer bien des choses, peut-être même pas si calamiteuses que cela, mais la France achèvera peu à peu de se transformer en un pur espace géographique et ne sera dès lors plus elle-même.

□ Qui est ce Big Other, ce "Grand Autre" que vous évoquez dans votre préface à la réédition du *Camp des saints* ?

□ Le Big Brother de George Orwell, dans *1984*, incarne le totalitarisme brutal qui interdit toute libre expression de la pensée - il se montre d'ailleurs extrêmement efficace dans cette tâche. *Mutatis mutandis*, il en est de même de Big Other, ce "Grand Autre" constitué de traits épars, de divers éléments idéologiques cristallisés et coalisés - sans qu'il soit question de je ne sais quelle conspiration - tendant à détruire les assises de notre pays au nom



du fameux "accueil de l'autre", l'une des plus indigestes tartes à la crème dont nous sommes gavés et dont l'Église catholique elle-même abuse, sans parler des organisations humanitaires ! « *Le regard de l'autre, l'accueil de l'autre, que va penser l'autre...* » Et merde ! Ces gens, très nombreux, ne ratent jamais une occasion de s'agiter. Pourquoi faire preuve d'une faiblesse volontaire à l'égard d'une menace étrangère qui ne manquera pas de nous submerger ? Ces personnes, de toutes origines, sont au fond les alliés et même les disciples de ce "gourou" hypothétique qu'est l'"Autre", ce Big Other dont le magistère, en France mais également dans toute l'Europe, contribue à diriger les consciences et contre lequel il est très difficile de réagir.

□ Les catholiques confondent-ils quant à eux l'Autre et le prochain ?

□ Je respecte le pape Benoît XVI mais ses récentes déclarations ont été malheureusement très loin. Imaginez, telle est l'hypothèse du *Camp des saints*, que des millions de personnes arrivent chez nous - c'est d'ailleurs ce qui se passe, mais sur une période historique plus longue. Les refouler efficacement impliquerait de se montrer extrêmement ferme, or, ce

ne sera pas le cas : d'abord, parce que l'on ne voudra pas, ensuite, parce que la charité chrétienne le défend. En quelque sorte, la charité nous conduit au désastre ! En d'autres termes, si nous appliquons la manière forte, nous nous mettrions en contradiction avec nous-mêmes. La situation est donc insoluble, sauf si nous sommes confrontés à un point de rupture colossal, ce qui n'est d'ailleurs pas impossible. Dans ce cas-là - je sais que mes propos sont un peu durs -, il faudra avoir le courage de ne plus pratiquer les vertus chrétiennes. En résumé, dire "oui" au nom de la charité, c'est nous perdre, et dire "non" à la charité, c'est risquer également de perdre... notre âme.

□ Les Français perçoivent-ils la gravité d'un tel enjeu ?

□ La réédition du *Camp des saints* s'est vendue à plus de 50 000 exemplaires en deux mois. Avec l'affaire Zemmour ou les débats que nous connaissons autour de l'immigration ou de l'arrivée des Tunisiens à Lampedusa puis en France, je crois que nous sommes à un tournant. Les gens se posent des questions ; les éditorialistes s'agitent. Des décisions devront être prises dans les toutes prochaines années. Après, l'opinion sent bien qu'il sera irrémédiable-

ment trop tard. La meilleure preuve de ce que les consciences sont en train d'évoluer, c'est que mon roman ne fera à mon avis l'objet d'aucune poursuite judiciaire. En condamnant Zemmour pour une réflexion qui me semble anodine, les sectateurs de Big Other ont marqué, si j'ose dire, leur dernier but.

□ L'étau se desserre un peu... Je le crois. Autrefois, les milieux du pouvoir, qu'il soit intellectuel, médiatique ou politique, me considéraient comme infréquentable mais ce n'est plus du tout le cas depuis quelques années. Sauf pour une certaine presse comme *Le Nouvel Observateur* ou *Libération* - dont je considère les insultes comme un honneur -, *Le Camp des saints* est désormais une sorte de classique. Quelqu'un comme Renaud Camus sortira lui aussi de l'ostracisme dont il est victime. Même si je ne l'ai quasiment pas lu, j'approuve sa notion de "grand remplacement" démographique.

□ Les Français ne cultivent-ils pas une certaine "haine de soi" ?

□ Je suis d'autant moins sûr qu'il s'agisse du mot juste qu'il est employé aujourd'hui à tort et à travers et que l'on en abuse. Sans doute pourrait-on parler d'animosité, de regret, de honte... Les

Français, me semble-t-il, ne haïssent pas la France. Plus simplement, ils s'en sont éloignés : l'idée française, pour eux, ne représente plus rien. Ils placent la grandeur de la France dans des petites choses.

□ Vous avez qualifié *Le Camp des saints* de « *texte allégorique* ». N'est-il pas également tragique ?

□ Il s'agit d'un roman tragi-comique comportant des éléments de bouffonnerie. En tant que tel, révérence gardée et toute comparaison mise à part, il pourrait être qualifié de shakespearien - j'admire Shakespeare, dont j'ai lu toutes les pièces.

□ Le rire peut-il être une arme afin de dénoncer les travers d'une époque, voire une époque dans son ensemble ?

□ Le rire ou le sens du comique ne suffisent pas pour décrire la situation dans laquelle nous nous trouvons même si, par exemple, j'aime beaucoup les livres de Philippe Muray que je trouve à la fois intelligents et nécessaires. En effet, à un certain stade, la gravité des problèmes est telle qu'il convient d'utiliser d'autres registres littéraires. La bouffonnerie, quant à elle, ne suppose pas forcément le rire. Voyez les bouffons du roi !

□ Votre conception de la France - évidemment charnelle, nous en revenons toujours à l'incarnation - est-elle également redevable à Péguy ?

□ Il figurait dans la bibliothèque de mon père - c'était d'ailleurs son dieu - et je l'ai lu beaucoup et passionnément - comme Claudel, d'ailleurs - jusqu'à ce qu'il finisse par m'emmerder, mais sa lecture constitue un moment clé de ma formation, oui, bien entendu.

□ Vous avez fait état de votre royalisme. Quelle en est votre conception ?

□ Celle de mon roman intitulé *Sire* ! Le jeune roi bernanosien, à cheval, qui porte l'étendard ! J'ai lu presque tout Bernanos mais je vous confesse n'avoir jamais lu Maurras. Je ne suis pas maurrasien même si mon père avait ses œuvres complètes. Je n'ai en effet jamais éprouvé le besoin d'aller chercher des fondements théoriques à ce qui est pour moi d'une évidence simplifiée. De la même manière, je n'ai pas besoin de lire deux mille pages de Pierre Boutang - pour lequel j'ai le plus grand respect et que je connaissais d'ailleurs un peu - pour être convaincu qu'il n'est pas possible, hors la royauté, de revoir briller l'étincelle du sacré dans le pouvoir ou, pour les Français, de retrouver un destin commun. De la royauté, je prends tout, même les chapeaux que j'ai vus tout à l'heure lors du mariage du prince William ! La monarchie est à la fois profonde, enfantine à certains égards, décorative même mais aussi émouvante. C'est parce qu'elle recèle infiniment de choses qu'elle est intéressante ! De surcroît, c'est un roman perpétuel et pas au sens des tabloïds, au sens le plus littéraire qui soit ! ■

Propos recueillis
par Louis Montarnal

**VOUS CHERCHEZ
L'AF 2000 ?**

Rendez-vous
à cette adresse
pour trouver
un kiosque
où l'acheter :

www.trouverlapresse.com

